



Linedata

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Siège social : Linedata Services - 27, rue d'Orléans – 92200 Neuilly-sur-Seine - France

Tél. +33 (0)1 73 43 70 10 - www.linedata.com

Société Anonyme au capital de 4 960 807 € - RCS Nanterre 414 945 089 - Siret 414 945 089 00103

APE 5829C - N° TVA CEE : FR 38 414 945 089

DECLARATION DES PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 22 septembre 2023

Anvaraly JIVA
Président Directeur Général

FINEXSI AUDIT
14, rue de Bassano
75116 Paris

KPMG S.A.
2, avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex

LINEDATA SERVICES

Société anonyme

Siège social :
27 rue d'Orléans
92200 Neuilly-sur-Seine

*Rapport des Commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle*

Période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023

**Rapport des
Commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Linedata Services, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenues dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

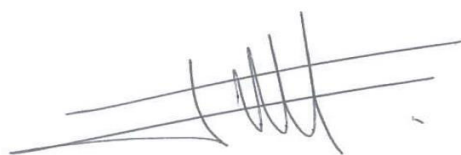
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Paris La Défense, le 15 septembre 2023

Les Commissaires aux comptes

FINEXSI AUDIT



Christophe Lambert

KPMG S.A.



Karine Dupré



Mathilde Fimayer



ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2023

Siège social : Linedata Services - 27, rue d'Orléans – 92200 Neuilly-sur-Seine - France
Tél. +33 (0)1 73 43 70 10 - www.linedata.com
Société Anonyme au capital de 4 960 807 € - RCS Nanterre 414 945 089 - Siret 414 945 089 00103
APE 5829C - N° TVA CEE : FR 38 414 945 089

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2023

ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	30/06/2023
Chiffre d'affaires	5.1	82 909	87 470
Achats et charges externes	5.6	(18 629)	(19 960)
Impôts, taxes et assimilés		(1 418)	(2 114)
Charges de personnel	6.2	(40 584)	(43 949)
Autres produits et charges opérationnels courants	5.7	(72)	(462)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5.8	(7 564)	(7 245)
Résultat opérationnel courant		14 642	13 740
en % du CA HT		17,7%	15,7%
Autres produits et charges opérationnels non courants	5.9	28	3
Résultat opérationnel		14 670	13 743
en % du CA HT		17,7%	15,7%
Coût de l'endettement financier net	9.2.1	(716)	(1 998)
Autres produits financiers	9.2.2	2 919	564
Autres charges financières	9.2.2	(434)	(119)
Impôts sur les résultats	10.1	(4 091)	(3 709)
Résultat net des activités poursuivies		12 348	8 481
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		12 348	8 481
en % du CA HT		14,9%	9,7%
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Part du Groupe		12 348	8 481
RESULTAT PAR ACTION (en euros)			
Résultat de base par action	11.2	1,98	1,71
Résultat dilué par action	11.2	1,98	1,71

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	12 348	8 481
Ecart de conversion	6 023	(380)
Variation des instruments financiers dérivés	326	73
<i>Dont effets d'impôt</i>	<i>(113)</i>	<i>(26)</i>
Eléments recyclables ultérieurement en résultat net	6 349	(307)
Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies	1 320	36
<i>Dont effets d'impôt</i>	<i>(461)</i>	<i>(13)</i>
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net	1 320	36
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts	7 669	(271)
RESULTAT GLOBAL	20 017	8 210
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Part du Groupe	20 017	8 210

Les réserves de conversion comprennent les différences de conversion entre monnaies fonctionnelles des entités du Groupe et monnaie de présentation et les effets des couvertures des investissements nets dans des activités à l'étranger. Leurs variations sont reconnues dans les Autres éléments du résultat global.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

	Notes	31/12/2022	30/06/2023
Goodwills	7.1	162 583	164 454
Immobilisations incorporelles	7.2	31 345	30 828
Droit d'utilisation	7.3	23 423	21 346
Immobilisations corporelles	7.4	9 422	9 145
Actifs financiers non courants	9.1.4	2 543	2 228
Autres actifs non courants	5.5	17	32
Impôts différés actifs	10.2	2 938	3 372
Actif non courant		232 271	231 405
Créances d'exploitation et autres débiteurs	5.3	47 749	45 558
Créances d'impôts		3 059	3 085
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1.2	25 377	36 957
Actif courant		76 185	85 600
TOTAL DE L'ACTIF		308 456	317 005

	Notes	31/12/2022	30/06/2023
Capital social		4 961	4 963
Primes liées au capital		(34 438)	(34 438)
Réserves		102 035	120 238
Résultat de l'exercice		26 458	8 481
Capitaux propres - part du Groupe		99 016	99 244
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	11	99 016	99 244
Provisions pour retraites et engagements assimilés	6.3	5 928	6 054
Provisions non courantes	8.1	161	179
Emprunts et dettes financières non courants	9.1.1	94 349	91 482
Dettes de loyer non courantes	9.1.1	17 279	14 816
Impôts différés passifs	10.2	13 870	14 300
Autres dettes non courantes	5.5	806	1 516
Passif non courant		132 393	128 347
Provisions courantes	8.1	273	350
Emprunts et dettes financières courants	9.1.1	14 611	18 220
Dettes de loyer courantes	9.1.1	3 943	4 281
Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	5.4	54 397	64 593
Impôts exigibles passifs		3 823	1 970
Passif courant		77 047	89 414
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		308 456	317 005

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
Au 31 Décembre 2021		6 518 150	6 518	11 603	115 120	(5 011)	(10 725)	28 288	145 794	-	145 794
Affectation résultat		-	-	-	28 288	-	-	(28 288)	-	-	-
Résultat de la période		-	-	-	-	-	-	26 458	26 458	-	26 458
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-	2 274	-	2 274	-	2 274
Ecarts de conversion		-	-	-	-	-	1 995	-	1 995	-	1 995
Résultat Global		-	-	-	-	-	4 269	26 458	30 727	-	30 727
Opérations sur capital		(1 557 343)	(1 557)	(71 954)	-	73 511	-	-	-	-	-
Acquisitions d'actions propres		-	-	-	-	(68 673)	-	-	(68 673)	-	(68 673)
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	1 034	-	-	-	1 034	-	1 034
Distribution de dividendes		-	-	-	(9 859)	-	-	-	(9 859)	-	(9 859)
Autres mouvements		-	-	25 913	(25 973)	53	-	-	(7)	-	(7)
Au 31 décembre 2022		4 960 807	4 961	(34 438)	108 610	(120)	(6 456)	26 458	99 016	-	99 016
Affectation résultat		-	-	-	26 458	-	-	(26 458)	-	-	-
Résultat de la période		-	-	-	-	-	-	8 481	8 481	-	8 481
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-	109	-	109	-	109
Ecarts de conversion		-	-	-	-	-	(380)	-	(380)	-	(380)
Résultat Global		-	-	-	-	-	(271)	8 481	8 210	-	8 210
Acquisitions d'actions propres	11.1.1	-	-	-	-	(93)	-	-	(93)	-	(93)
Paiements fondés sur des actions	6.5	-	-	-	791	-	-	-	791	-	791
Distribution de dividendes	11.1.2	-	-	-	(8 681)	-	-	-	(8 681)	-	(8 681)
Autres mouvements		-	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Au 30 juin 2023		4 960 807	4 961	(34 438)	127 179	(213)	(6 727)	8 481	99 244	-	99 244

(en milliers d'euros)	Notes	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
Au 31 décembre 2020		6 625 726	6 626	13 988	103 364	(3 409)	(19 367)	20 256	121 458	-	121 458
Affectation résultat		-	-	-	20 256	-	-	(20 256)	-	-	-
Résultat de la période		-	-	-	-	-	-	28 288	28 288	-	28 288
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-	731	-	731	-	731
Ecarts de conversion		-	-	-	-	-	7 911	-	7 911	-	7 911
Résultat Global		-	-	-	-	-	8 642	28 288	36 930	-	36 930
Opérations sur capital		(107 576)	(108)	(2 385)	-	2 493	-	-	-	-	-
Acquisitions d'actions propres		-	-	-	-	(4 095)	-	-	(4 095)	-	(4 095)
Distribution de dividendes		-	-	-	(8 636)	-	-	-	(8 636)	-	(8 636)
Autres mouvements		-	-	-	136	-	-	-	136	-	136
Au 31 Décembre 2021		6 518 150	6 518	11 603	115 120	(5 011)	(10 725)	28 288	145 794	-	145 794
Affectation résultat		-	-	-	28 288	-	-	(28 288)	-	-	-
Résultat de la période		-	-	-	-	-	-	12 348	12 348	-	12 348
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-	1 646	-	1 646	-	1 646
Ecarts de conversion		-	-	-	-	-	6 023	-	6 023	-	6 023
Résultat Global		-	-	-	-	-	7 669	12 348	20 017	-	20 017
Opérations sur capital		(138 823)	(139)	(4 697)	-	4 836	-	-	-	-	-
Acquisitions d'actions propres		-	-	-	-	(9 270)	-	-	(9 270)	-	(9 270)
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	279	-	-	-	279	-	279
Distribution de dividendes		-	-	-	(9 861)	-	-	-	(9 861)	-	(9 861)
Autres mouvements		-	-	-	(339)	-	-	-	(339)	-	(339)
Au 30 juin 2022		6 379 327	6 379	6 906	133 487	(9 445)	(3 056)	12 348	146 620	-	146 620

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	30/06/2023
Résultat net de l'ensemble consolidé		12 348	8 481
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6.2, 7.2, 7.4 & 8.1	7 853	7 662
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		-	(38)
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	6.5	279	791
Intérêts financiers sur contrats de location	9.2.1	274	207
Coût de l'endettement financier net hors contrats de location	9.2.1	442	1 791
Charge d'impôt différés	10.2	87	335
Variation nette du besoin en fonds de roulement - impôt sur les sociétés		(2 466)	(2 112)
Variation nette du besoin en fonds de roulement - hors impôt sur les sociétés	5.10	3 834	3 645
Flux net de trésorerie provenant des opérations d'exploitation		22 651	20 762
Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7.2 & 7.4	(5 190)	(4 603)
Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles contrats de location	7.3	(39)	-
Autres effets de variation de périmètre	3.3		189
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières		(139)	200
Variation des autres actifs financiers		-	88
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(5 368)	(4 126)
Acquisition d'actions propres	11.1.1	(9 270)	-
Dividendes versés	11.1.2	(2)	-
Augmentation des emprunts et autres passifs non courants	9.1.1	-	5 000
Augmentation de la dette de loyer contrats de location	9.1.1	39	-
Remboursement des emprunts et autres passifs non courants	9.1.1	(7 516)	(6 444)
Remboursement de la dette de loyer contrats de location	9.1.1	(2 305)	(2 105)
Intérêts financiers versés		(444)	(1 647)
Intérêts financiers IFRS contrats de location	9.2.1	(274)	(207)
Dépôt garantie sur financement			250
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(19 772)	(5 153)
Effets de change		1 082	96
VARIATION DE TRESORERIE NETTE		(1 407)	11 579
Trésorerie nette d'ouverture		38 839	25 377
Trésorerie nette de clôture		37 430	36 957

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES.....	8
1.1. Référentiel appliqué	8
1.2. Bases de préparation – Estimations et jugements comptables	9
NOTE 2 IMPACT DE L'ENVIRONNEMENT EXTERNE	10
NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION	11
3.1. Méthodes de consolidation.....	11
3.2. Liste des sociétés consolidées	12
3.3. Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie	13
NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE	14
4.1. Informations par secteur d'activité	14
4.2. Réconciliation avec les données du Groupe	15
4.3. Informations par zone géographique	15
NOTE 5 ACTIVITE	16
5.1. Chiffre d'affaires	16
5.2. Créances clients, actifs et passifs des contrats	18
5.3. Créances d'exploitation et autres débiteurs	18
5.4. Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	19
5.5. Autres actifs et dettes non courants	19
5.6. Achats et charges externes	20
5.7. Autres produits et charges opérationnels courants	20
5.8. Autres produits et charges opérationnels non courants	20
5.9. Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés	21
5.10. Transactions avec les parties liées	21
NOTE 6 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	22
6.1. Effectifs.....	22
6.2. Frais de personnel.....	22
6.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés.....	23
6.4. Rémunération des dirigeants (autres parties liées)	24
6.5. Rémunération en actions	24
NOTE 7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	26
7.1. Goodwills	26
7.2. Immobilisations incorporelles	26
7.3. Contrats de location	27
7.4. Immobilisations corporelles	28
7.5. Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés	29
NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	30
8.1. Autres provisions	30
8.2. Passifs éventuels	30
NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	31
9.1. Actifs et passifs financiers	31
9.2. Produits et charges financiers	33
9.3. Politique de gestion des risques financiers	34
9.4. Engagements hors bilan liés au financement du Groupe	34
NOTE 10 IMPOTS SUR LES RESULTATS	35
10.1. Impôts sur les résultats	35
10.2. Impôts différés	36
NOTE 11 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION	37
11.1. Capitaux propres	37
11.2. Résultat par action	37
NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	38
NOTE 13 TAUX DE CONVERSION DES MONNAIES ETRANGERES	38

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Linedata Services est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation applicable aux sociétés commerciales. Elle est cotée sur Euronext Paris. Linedata Services et ses filiales en France et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») constituent un groupe acteur dans l'édition et la distribution de progiciels financiers, l'intégration de solutions et la réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels. Ses domaines d'expertise sont l'Asset Management et les Crédits et Financements.

Identification de l'émetteur	
Raison sociale	Linedata Services
Explication du changement de nom	La société n'a pas changé de nom ou de moyen d'identification au cours de l'exercice
Pays du siège social	France
Forme juridique	Société Anonyme
Pays d'immatriculation	France
Adresse Siège	27, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine
Adresse Etablissement principal	27, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine
Description de l'activité	Edition et distribution de progiciels financiers, intégration de solutions et réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels
Nom de la maison mère	Linedata Services
Nom de la tête de groupe	Linedata Services

Les états financiers consolidés au 30 juin 2023 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa séance du 12 septembre 2023.

1.1. Référentiel appliqué

Les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au 30 juin 2023 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes consolidés condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces derniers sont présentés dans le document d'enregistrement universel n° 23-0357 qui a été déposé auprès de l'AMF le 27 avril 2023.

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 sont :

- amendement à la norme IAS 1 relatif aux informations à fournir au titre des méthodes comptables.
 - norme IFRS 17 relative aux contrats d'assurance.
 - amendement à la norme IAS 8 relatif à la définition des estimations comptables.
 - amendement à la norme IAS 12 relatif aux impôts différés rattachés à des actifs et des passifs issues d'une même transaction.
- L'application de ces textes n'a pas d'incidence significative dans les comptes consolidés du groupe.

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables par anticipation

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2022 et potentiellement applicables au groupe sont :

- amendements à IFRS 16 : Obligation locative découlant d'une cession-bail
- L'application de ce texte n'a pas d'incidence significative dans les comptes consolidés du groupe.

1.1.3. Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2022 et potentiellement applicables au groupe sont :

- amendements à IAS 1 : Classification des passifs en courant ou non-courant
- amendements à IAS 1 : Passifs non courants assortis de covenants, clarification sur le covenant devant être testé au plus tard à la date de clôture et son incidence sur la qualification en courant ou en non-courant de la dette
- amendements à IAS 12 : Réforme fiscale internationale – règle du Pilier 2
- amendements à IAS 7 et IFRS 7 : Accords de financement de fournisseurs

Le groupe n'attend pas d'impacts significatifs de leur application.

1.2. Bases de préparation – Estimations et jugements comptables

La préparation des états financiers implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

Ces estimations et jugements sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les estimations et jugements relatifs aux provisions pour retraites et engagements assimilés sont repris dans la note 6.3 et ceux relatifs aux tests de perte de valeur sur actifs immobilisés dans la note 7.5.

En application de la réforme des retraites en France entrant en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2023, l'âge légal de départ en retraite sera reculé de 62 à 64 ans et la durée de cotisation permettant de bénéficier d'une retraite à taux plein sera relevée à 43 ans. Dans l'attente de la parution de tous les décrets d'application, le Groupe n'a pas pris en compte ces changements dans les comptes semestriels au 30 juin 2023. Les premières estimations réalisées et prenant en compte un recul de l'âge de départ de 2 ans n'aurait pas d'incidence significative sur l'évaluation des engagements.

NOTE 2 IMPACT DE L'ENVIRONNEMENT EXTERNE

En tant que Groupe international, Linedata est attentif à l'environnement (ou aux situations) externes pouvant impacter ses activités :

Maroc : Tremblement de terre

Les collaborateurs et clients marocains du Groupe Linedata ne sont pas, à la date de ce document, directement impactés par le tremblement de terre du 8 septembre 2023. Le Groupe Linedata suit de manière attentive l'évolution de la situation au Maroc.

Ukraine / Russie : conflit

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie qui sévit actuellement n'impacte pas directement le Groupe Linedata qui n'a pas d'activités dans ces deux pays.

Toutefois, le Groupe Linedata, à travers son activité internationale dédiée aux banques et organismes financiers, pourrait être impacté en cas de crises touchant les marchés financiers. De plus, le Groupe, à travers son activité Crédit & Financement, est également sensible aux incertitudes économiques impactant ses clients et notamment les constructeurs automobiles.

Hong-Kong : instabilité politique

Linedata a une implantation de 34 salariés et réalise 6 % de son chiffre d'affaires hors Groupe à Hong Kong qui connaît depuis plusieurs années une forte instabilité politique. Le Groupe maintient une vigilance proactive sur l'évolution de la situation politique à Hong Kong. Le Groupe a élaboré et mis en place des plans de continuité d'activité et des plans spécifiques de réaction. L'expérience du travail à distance généralisé imposée par des confinements liés à la pandémie de Covid-19 a confirmé la fonctionnalité opérationnelle des plans de continuité.

Enjeux climatiques

Conscient de sa responsabilité en matière de protection de l'environnement, notamment des émissions indirectes de gaz à effet de serre causées par son activité. Linedata n'identifie pas à ce jour de risque lié aux effets du changement climatique pouvant impacter significativement la réalisation des objectifs du Groupe. Le Groupe Linedata ne comptabilise pas de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement.

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1. Méthodes de consolidation

3.1.1. Principes de consolidation

La société Linedata Services est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises contrôlées par Linedata Services sont consolidés par intégration globale. Le contrôle existe quand le Groupe est exposé ou a des droits sur les rendements variables de l'entité en raison de son implication dans ladite entité et a la capacité d'influer sur ces rendements en raison de son pouvoir sur l'entité. Le contrôle existe également lorsque la société mère détenant la moitié ou moins de la moitié des droits de vote d'une entité, dispose :

- ✓ du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs,
- ✓ du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat,
- ✓ du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce Conseil ou cet organe, ou
- ✓ du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions de Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce Conseil ou cet organe.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés.

La date de clôture annuelle des sociétés consolidées est le 31 décembre à l'exception des 2 sociétés indiennes qui clôturent le 31 mars et dont les comptes sont retraités afin d'aligner les périodes retenues dans les comptes consolidés.

3.1.2. Méthodes de conversion

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère Linedata Services.

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie fonctionnelle leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en euros selon les modalités suivantes :

- ✓ les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture,
- ✓ les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice,
- ✓ toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « Réserves de conversion ».

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger sont enregistrés en « Autres éléments du résultat global » au niveau des capitaux propres sous la rubrique « Réserves de conversion », en application de la norme IAS 21. Les écarts de change relatifs aux prêts intragroupes ont été considérés comme faisant partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les filiales étrangères concernées.

Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant ses activités dans une économie hyper inflationniste.

Les taux utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont présentés à la note 13.

Conversion des transactions en devises

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change du jour de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et ceux découlant de la conversion au taux de change de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat.

3.1.3. Regroupement d'entreprises

Le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée relative à l'achat d'actifs et la reprise de passifs constituant une entreprise. L'acquisition d'actifs ou de groupes d'actifs ne constituant pas une entreprise est comptabilisée selon les normes applicables à ces actifs (IAS 16, IAS 38 et IFRS 9).

Le Groupe comptabilise tout regroupement d'entreprise selon la méthode de l'acquisition qui consiste :

✓ à évaluer et à comptabiliser à la juste valeur à la date d'acquisition les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires). Le Groupe identifie et affecte ces éléments sur la base des dispositions contractuelles et des conditions économiques,

✓ à évaluer et à comptabiliser à la date d'acquisition la différence dénommée « goodwill » entre :

✓ d'une part la contrepartie transférée de l'entreprise acquise auquel est ajouté le montant des intérêts minoritaires dans l'acquise

✓ d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

La date de l'acquisition est la date à laquelle le Groupe obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

La contrepartie transférée de l'entreprise acquise correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'acquise, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Dans le cas où la comptabilisation initiale ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur comptabilise le regroupement en utilisant des valeurs provisoires. L'acquéreur doit ensuite comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

3.2. Liste des sociétés consolidées

Au cours du premier trimestre 2023, Linedata a acquis 100% des titres de la société Audaxys, éditeur de logiciel dans le domaine du Crédit et Financement basé au Portugal. Avec cette acquisition, Linedata a réaffirmé sa volonté d'expansion en Europe du Sud, sur l'ensemble de la zone ibérique.

Raison sociale	Pays	% contrôle	Méthode de consolidation
Linedata Services SA	France	-	Société mère
Linedata Services Asset Management SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Leasing & Crédit SAS	France	100%	Intégration globale
Loansquare SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Luxembourg	Luxembourg	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing SL	Espagne	100%	Intégration globale
Linedata Services Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Technologies Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Maroc	Maroc	100%	Intégration globale
Linedata Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Derivation Software Limited	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Services (UK) Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Limited	Irlande	100%	Intégration globale
Linedata Services (Latvia) SIA	Lettonie	100%	Intégration globale
Linedata Services Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Asset Management Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata L&C Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Services LLC	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing Corp	Canada	100%	Intégration globale
Linedata Services H.K. Limited	Hong Kong	100%	Intégration globale
QRMO	Hong Kong	100%	Intégration globale
Linedata Services India Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Linedata Singapore Pte Ltc	Singapour	100%	Intégration globale
Linedata S.A. de C.V	Mexique	100%	Intégration globale
Linesoftdata	Portugal	100%	Intégration globale
Audaxys	Portugal	100%	Intégration globale

Linedata Services Canada Inc et Derivation Software Corp, sociétés sans activité, ne sont pas consolidées.

Les sociétés Linedata Singapore Pte Ltd et Linedata SA de C.V. non consolidées par le passé, sont consolidées depuis le 1^{er} janvier 2023.

La société Linesoftdata a été créée en février 2023 et détient les titres de la société Audaxys, société de droit Portugais, acquise sur la période.

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base de leurs comptes au 30 juin, d'une durée de 6 mois. Les deux sociétés Indiennes ayant une clôture annuelle au 31 mars retraitent leurs comptes afin de s'aligner sur la date de clôture semestrielle au 30 juin.

3.3. Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Coût des acquisitions décaissé		(1 044)
Coût des acquisitions non décaissé		(175)
Trésorerie de la société acquise		1 232
Paiement différé non décaissé		(520)
ACQUISITIONS DE TITRES DE PARTICIPATION, NETTES DE LA TRESORERIE ACQUISE	-	(507)

Le Groupe a acquis 100% des titres composant le capital de la société Audaxys.

Le coût d'acquisition se décompose en un prix de base et un complément de prix dont le versement dépendra de différentes conditions.

Au 30 juin 2023, le coût d'acquisition intègre un complément de prix pour un montant de 0,5 M€ calculé sur une partie des conditions. La finalisation de la détermination du prix d'acquisition et de la valorisation des actifs et passifs acquis reste à finaliser dans les 12 mois qui suivent la date d'acquisition.

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Information par secteur d'activité

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité Exécutif, principal décideur opérationnel du Groupe.

Les secteurs opérationnels présentés correspondent aux segments d'activités suivants :

- ✓ Asset Management,
- ✓ Lending & Leasing,

En 2022, dans le cadre de sa stratégie de développement de l'Assurance et Epargne Retraite, l'information communiquée au principal décideur opérationnel et revue par celui-ci, a été modifiée, ce qui a eu pour conséquence le regroupement du secteur « Autres activités » présenté distinctement jusqu'aux comptes semestriels 2022, dans le secteur « Asset Management ».

Agrégat utilisé dans le cadre de la mesure de la performance

La mesure de performance de chaque secteur d'activité, est fondée notamment sur l'EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization) déterminé en excluant du résultat opérationnel les principales lignes n'ayant pas de contrepartie en trésorerie « Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions » ainsi que les « Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite » incluses dans les charges de personnel. L'EBITDA correspond à un indicateur clé du Groupe, reflétant de façon simple le niveau de trésorerie potentiellement généré par les opérations courantes du Groupe. Il est ainsi communément utilisé pour le calcul des ratios financiers et ratios de valorisation de l'entreprise.

Information par secteur géographique

Les activités du Groupe par origine des ventes sont ventilées en quatre zones géographiques :

- ✓ Europe du Sud,
- ✓ Europe du Nord,
- ✓ Amérique du Nord,
- ✓ Asie.

4.1. Informations par secteur d'activité

4.1.1. Au 30 juin 2023

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
Carnet de commandes	190 894	99 515	290 409
Chiffre d'affaires	59 552	27 918	87 470
EBITDA	13 628	7 560	21 188
% EBITDA	22,9%	27,1%	24,2%
Résultat opérationnel	7 474	6 269	13 743
% Résultat opérationnel	12,5%	22,5%	15,7%

4.1.2. Au 30 juin 2022

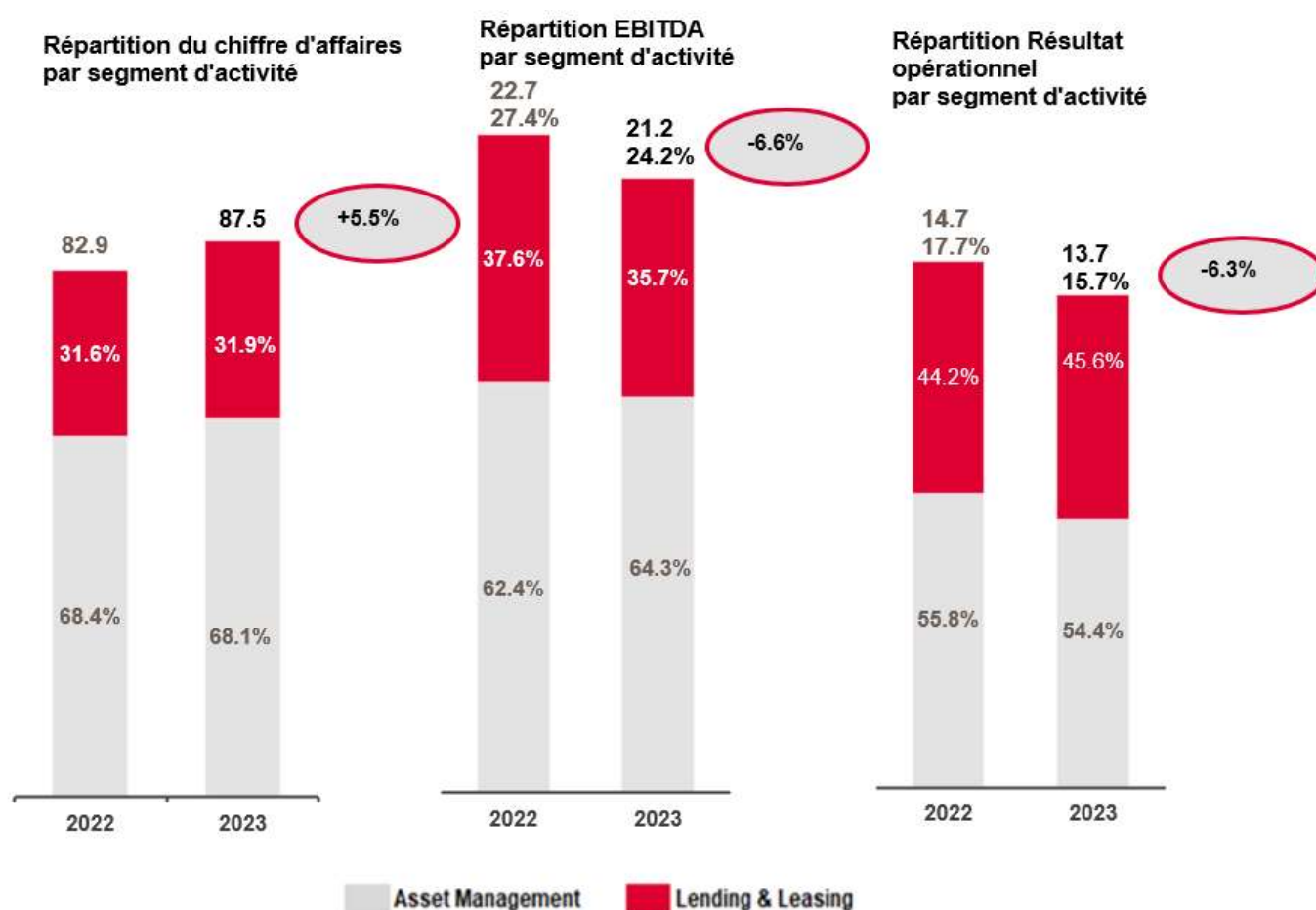
(en milliers d'euros)	Asset Management *	Lending & Leasing	Total Groupe
Carnet de commandes	186 645	82 986	269 631
Chiffre d'affaires	56 682	26 227	82 909
EBITDA	14 156	8 537	22 693
% EBITDA	25,0%	32,6%	27,4%
Résultat opérationnel	8 189	6 481	14 670
% Résultat opérationnel	14,4%	24,7%	17,7%

(*) Comme indiqué dans la note 4, le groupe a regroupé le secteur « Autres activités » au sein du secteur « Asset Management ».

Le carnet de commandes correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestations non encore exécutées ou partiellement exécutées à la date de clôture.

Les informations relatives au carnet de commandes sont détaillées en Note 5.1.

4.1.3. Données sectorielles



Comme indiqué dans la note 4, le groupe a regroupé le secteur « Autres activités » au sein du secteur « Asset Management ».

4.2. Réconciliation avec les données du Groupe

L'EBITDA se réconcilie avec le résultat opérationnel du Groupe de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
EBITDA	22 693	21 188
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(7 564)	(7 245)
Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite	(459)	(200)
RESULTAT OPERATIONNEL	14 670	13 743

4.3. Informations par zone géographique

Le chiffre d'affaires externe par origine des ventes est le suivant :

(en milliers d'euros)	30/06/2022		30/06/2023	
Europe du Sud	24 712	29,8%	25 138	28,7%
Europe du Nord	15 952	19,2%	16 635	19,0%
Amérique du Nord	37 795	45,6%	40 750	46,6%
Asie	4 450	5,4%	4 947	5,7%
CHIFFRE D'AFFAIRES	82 909	100,0%	87 470	100,0%

NOTE 5 ACTIVITE

5.1. Chiffre d'affaires

La norme applicable est IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ».

Le chiffre d'affaires doit être reconnu de manière à traduire le transfert du contrôle des biens ou des services promis au client pour le montant de contrepartie auquel le Groupe s'attend à avoir droit en échange.

L'analyse menée par le Groupe a été conduite par référence aux différentes étapes de la norme à savoir :

✓ **Etape 1 : Identification du contrat**

Le Groupe signe de façon systématique un contrat avec ses clients quelles que soient les prestations vendues. Les critères évoqués par la norme sont couverts lors des revues juridiques et financières :

- ✓ le recouvrement du prix est probable,
- ✓ les droits aux biens et services et les conditions de règlement peuvent être identifiés,
- ✓ le contrat est approuvé et les parties sont engagées à respecter leurs obligations.

✓ **Etape 2 : Identification des obligations de performance**

Au regard de l'étape d'identification des obligations de prestation définie par la norme, il est identifié que le modèle économique du Groupe s'appuie sur la vente simultanée des éléments suivants:

1.a) la vente d'une licence perpétuelle ou à durée déterminée : cette licence fournit un droit d'utilisation et non pas un droit d'accès à la propriété intellectuelle. L'octroi de ce droit peut être perpétuel ou à durée limitée. Le Groupe n'autorise jamais ses clients à avoir accès au code source. Le fait générateur est la signature par le client d'un procès-verbal de réception du logiciel.

1.b) la vente de « packs utilisateurs » additionnels au contrat de licence : le Groupe peut vendre des licences supplémentaires sur la base d'un nombre d'utilisateurs supplémentaires demandé par le client. Il s'agit en général de « packs utilisateurs », optionnels pour le client, dont la quantité et le prix sont négociés dans le contrat initial. Dans le cas contraire, un avenant au contrat principal est négocié et signé avec le client. Il s'agira en l'occurrence d'une vente de licence séparée et optionnelle pour le client.

2.) la vente d'une prestation d'implémentation : cette prestation consiste à paramétrer le logiciel afin qu'il puisse s'adapter à l'organisation et à l'activité du client. Il s'agira de paramétrage du logiciel standard et non de développements additionnels.

3.) la vente de consulting : il s'agit d'assister le client dans la définition et la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités.

4.) la vente d'une prestation de maintenance et de support : dans la mesure où le Groupe n'intègre pas de « garantie légale de conformité » au sens de la DGCCRF, il est proposé aux clients de signer un contrat de maintenance additionnel qui se caractérise par de la maintenance dite « corrective » permettant de corriger les « bugs » éventuels. Concernant la maintenance « évolutive », les mises à jour importantes, celles nécessitant le passage à une version dite « majeure », sont refacturées aux clients. La maintenance évolutive est assurée systématiquement par Linedata dans la mesure où cette prestation nécessite une connaissance approfondie des logiciels. A ce jour, il n'existe pas de tiers assurant la maintenance à la place de Linedata.

5.) la vente de prestation ASP (Saas) : la vente d'un service ASP se caractérise principalement par :

- ✓ l'octroi d'un droit d'utilisation temporaire d'un logiciel Linedata,
- ✓ la maintenance et le support du logiciel concerné,
- ✓ la mise à disposition d'une infrastructure matérielle et logicielle pour les environnements de production et recette,
- ✓ la réalisation d'une prestation d'hébergement, d'exploitation et d'administration.

Linedata est propriétaire des matériels, logiciels et méthodes tandis que le client est propriétaire exclusif de ses données. En contrepartie de cette prestation, le client s'engage à verser une redevance annuelle englobant l'ensemble des services décrits ci-dessus.

En application des critères retenus de la norme, et compte tenu que :

- ✓ les clients ne peuvent pas faire appel à d'autres ressources facilement disponibles et sont obligés de faire appel à Linedata pour la réalisation de la dite prestation,
- ✓ certains contrats ne précisent pas la nature des différentes prestations alors que d'autres les détaillent,
- ✓ le Groupe a identifié que dans un contrat ASP, les biens et services forment un tout et sont totalement dépendants les uns des autres. Le client reçoit et consomme simultanément tous les avantages générés par la prestation au fur et à mesure de sa réalisation. L'hébergement et la maintenance sont séparables de la licence.

S'agissant des jugements significatifs effectués au titre des montants exclus du solde des obligations de performance restant à satisfaire, du fait de l'application de la règle de plafonnement des contreparties variables, et notamment pour les contrats comportant des éléments variables, le groupe a calculé le montant moyen de chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices puis, le cas échéant, un pourcentage de risque d'attrition basé sur la connaissance des risques d'attrition.

✓ **Etape 3 : Détermination du prix de la transaction**

Le prix de la transaction est le montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange du transfert de biens ou services. Les prix sont intégrés aux contrats signés avec les clients.

IFRS 15 introduit les critères applicables suivants à considérer pour déterminer le prix de la transaction:

- ✓ Part de prix variable : le Groupe n'octroie pas de remises, rabais ou de réduction de prix aux clients. S'agissant des contrats de maintenance, ceux-ci comportent des clauses de pénalités en cas de non atteinte des critères de performance. Historiquement, le Groupe n'a pas eu de pénalité significative sur ces contrats. En outre, ces contrats ne présentent pas de perte à terminaison. Enfin, les contrats ne prévoient pas de bonus lié à la performance de la prestation.
- ✓ Composante financière : compte tenu de la durée des contrats, le Groupe ne comptabilise pas une composante financière distincte.

✓ **Etape 4 : Allocation du prix de la transaction**

Le Groupe alloue le prix de la transaction à chaque obligation de performance proportionnellement au prix de vente individuel.

✓ **Etape 5 : Comptabilisation du revenu lorsque chaque obligation de performance est satisfaite**

Le groupe a établi que la reconnaissance du revenu en fonction des différentes obligations de performance est la suivante :

- ✓ Dans le cas où le client peut utiliser le logiciel standard avant le début de la phase d'implémentation : la vente de licence est reconnue « point in time », i.e. à la livraison, et la prestation d'implémentation est reconnue « overtime » i.e. à l'avancement.
- ✓ Dans le cas d'une installation complexe (les prestations de développement et /ou d'implémentation sont considérés comme déterminantes ou lorsque la transaction implique une modification significative du progiciel) : la vente de licence, la prestation d'intégration et la maintenance sont reconnues « overtime » puisque le client reçoit et consomme simultanément les avantages de la maintenance.
- ✓ La vente de consulting est reconnue « overtime », en régie,
- ✓ La vente d'utilisateurs additionnels est reconnue « point in time », i.e. à la livraison,
- ✓ La maintenance et le support sont reconnus « overtime » (montant fixe étalé sur la durée du contrat),
- ✓ L'ASP est reconnu « overtime ».

Enfin, le Groupe a choisi de ne pas utiliser les deux mesures de simplification prévues dans la norme IFRS15 concernant les contrats ayant une durée à l'origine inférieure à 1 an et les « obligations de performance » qui sont reconnues selon la méthode des « droits à facturer » pour déterminer le niveau du carnet de commande présenté.

5.1.1 Au 30 juin 2023

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	24 130	3 407	27 537
Maintenance & support	11 801	16 426	28 227
Licences récurrentes	11 964	256	12 220
Chiffre d'affaires récurrent	47 895	20 089	67 984
Implémentation, Consulting & Services	11 424	7 696	19 120
Licences perpétuelles	233	133	366
Chiffre d'affaires non récurrent	11 657	7 829	19 486
CHIFFRE D'AFFAIRES	59 552	27 918	87 470

Sur le premier semestre 2023, le Groupe réalise 77,7 % de son chiffre d'affaires sous forme de prestations récurrentes contre 79,0% sur le premier semestre 2022.

5.1.2 Au 30 juin 2022

(en milliers d'euros)	Asset Management *	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	21 423	2 617	24 040
Maintenance & support	11 365	16 588	27 952
Licences récurrentes	13 530	9	13 539
Chiffre d'affaires récurrent	46 317	19 213	65 531
Implémentation, Consulting & Services	10 009	6 682	16 691
Licences perpétuelles	356	331	687
Chiffre d'affaires non récurrent	10 364	7 014	17 378
CHIFFRE D'AFFAIRES	56 682	26 227	82 909

(*) Comme indiqué dans la note 4, le groupe a regroupé le secteur « Autres activités » au sein du secteur « Asset Management ».

5.2. Créances clients, actifs et passifs des contrats

Pour un contrat donné, le chiffre d'affaires comptabilisé reflète le paiement attendu en contrepartie des obligations de prestations rendues. Le cas échéant, un actif sur contrat est constaté en contrepartie du chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel un droit à paiement est encore conditionnel. Un passif sur contrat est comptabilisé si les paiements déjà reçus du client, ou les droits inconditionnels au paiement déjà acquis, excèdent le montant comptabilisé en chiffre d'affaires.

L'évolution des créances clients et des actifs (passifs) nets des contrats est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Créances clients (valeur brute) et actifs de contrats	Passifs de contrats (Produits constatés d'avance)	Créances clients et actifs (passifs) nets de contrats
Solde au 31/12/2022	39 377	(18 329)	21 048
Augmentation	94 213	(11 556)	82 657
Diminution	(96 051)	4 491	(91 561)
Ecart de conversion	(247)	(253)	(500)
SOLDE AU 30/06/2023	37 291	(25 647)	11 644

Linedata enregistre les paiements des clients sur la base d'un plan d'apurement des créances conformément aux contrats. Les actifs de contrats sont liés aux obligations de performance réalisées sur l'exercice et non encore facturées à la date de clôture. Les passifs de contrats sont liés aux facturations effectuées en avance par rapport à la réalisation des obligations de performance. Les passifs de contrats sont enregistrés en revenu dès lors que les obligations de performance sont réalisées conformément aux contrats clients.

5.3. Créances d'exploitation et autres débiteurs

Les créances d'exploitation et autres débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Créances clients et comptes rattachés - valeur brute	39 377	37 291
Dépréciation des créances clients	(1 867)	(1 856)
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	37 510	35 435
Personnel et organismes sociaux	672	889
Créances fiscales	2 588	4 008
Prêts, cautions et autres créances financières à moins d'un an	109	20
Autres créances et débiteurs divers	2 556	751
Charges constatées d'avance	4 314	4 455
Autres créances d'exploitation et débiteurs - valeur nette	10 239	10 123
CRÉANCES D'EXPLOITATION ET AUTRES DÉBITEURS	47 749	45 558

L'ensemble du poste clients fait l'objet d'un suivi régulier par le management. Le Groupe a procédé à la revue du portefeuille de ses créances échues et non réglées afin de constituer les dépréciations jugées nécessaires sur la base de la meilleure estimation des recouvrements attendus. Cette analyse a été réalisée en cohérence avec IFRS 9.

Les autres créances sont notamment constituées d'avoirs à recevoir des fournisseurs.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Dépréciations sur créances clients en début de période	1 463	1 867
Mouvements de périmètre	-	207
Dotations	590	128
Reprises utilisées	(100)	(5)
Reprises non utilisées	(95)	(341)
Ecart de conversion	8	0
DEPRECIATIONS SUR CREANCES CLIENTS EN FIN DE PERIODE	1 867	1 856

5.4. Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Dettes fournisseurs	15 116	10 227
Dettes sur immobilisations - part à moins d'un an	337	215
Dettes fiscales et sociales	16 711	18 579
Participation des salariés	964	278
Dividendes à payer	-	8 681
Autres dettes	2 940	966
Produits constatés d'avance	18 329	25 647
DETTES D'EXPLOITATION COURANTES ET AUTRES CREDITEURS	54 397	64 593

Les autres dettes sont principalement composées d'avoirs à établir auprès des clients. Au 31 décembre 2022, les autres dettes étaient principalement composées d'avoirs à établir auprès des clients et du montant à payer sur le projet Charity pour 0,9 M€.

5.5. Autres actifs et dettes non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Valeur brute	17	22
Provision pour dépréciation	-	-
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	17	22

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Dettes sur immobilisations - part à plus d'un an	-	696
Autres dettes non courantes	806	820
AUTRES DETTES NON COURANTES	806	1 516

Au 30 juin 2023 les autres dettes non courantes comprennent 0,6 M€ de produits d'avances relatifs aux crédits d'impôts recherche sur les projets capitalisés contre 0,5 M€ sur l'exercice précédent. La dette sur immobilisation correspond au solde à payer des titres de la société Audaxys.

5.6. Achats et charges externes

(en milliers d'euros)	30/06/2022		30/06/2023	
Achat et Sous traitance IT	(6 483)	34,8%	(7 063)	35,4%
Autres Achats	(199)	1,1%	(237)	1,2%
Locations & charges locatives	48	(0,3%)	(311)	1,6%
Maintenance, entretien & réparation	(4 263)	22,9%	(2 929)	14,7%
Intérimaires, prestataires & sous traitance	(3 340)	17,9%	(3 932)	19,7%
Frais de développement portés à l'actif (Sous-traitance)	257	(1,4%)	331	(1,7%)
Honoraires et assurances	(2 684)	14,4%	(2 908)	14,6%
Voyages, déplacements, transport	(684)	3,7%	(1 309)	6,6%
Telecoms et Affranchissement	(259)	1,4%	(201)	1,0%
Services bancaires et assimilés	(94)	0,5%	(230)	1,2%
Marketing	(765)	4,1%	(1 026)	5,1%
Autres charges externes	(163)	0,9%	(145)	0,7%
ACHATS ET CHARGES EXTERNES	(18 629)	100,0%	(19 960)	100,0%

Les charges de loyers sont relatives aux locations et charges locatives portant sur des contrats de courte durée ou sur des actifs de faibles valeurs.

5.7. Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Résultat de change opérationnel	295	67
Redevances	(347)	(436)
Pertes sur créances irrécouvrables	(12)	(19)
Jetons de présence	(68)	(56)
Autres produits et charges opérationnels courants	60	(18)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS	(72)	(462)

5.8. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	30/06/2023
Dot./Amt. & dép. immo. incorporelles	7.2	(3 611)	(4 165)
Dot./Amt. & dép. immo. corporelles	7.4	(1 526)	(1 308)
Dot./Amt. & dép. Contrat de location	7.3	(2 334)	(2 076)
Dotation aux provisions pour risques et charges	8.1	-	(77)
Dotation aux provisions pour créances douteuses	5.3	(312)	(128)
Reprise de provisions pour risques et charges	8.1	66	163
Reprise de provisions pour créances douteuses	5.3	152	346
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATION et PROVISIONS		(7 564)	(7 245)

5.9. Autres produits et charges opérationnels non courants

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Résultat de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	28	-
Autres produits opérationnels non courants	4	3
Autres charges opérationnelles non courantes	(4)	-
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS	28	3

5.10. Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés

L'effet sur la génération de trésorerie de la variation des éléments du besoin en fonds de roulement (« BFR ») enregistrés au bilan, correspondant à une entrée de trésorerie (hors impôts sur les sociétés) de 3 645 K€, s'explique de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023	Variation nette	Variation sans effet de trésorerie			Impact trésorerie
				Change	Autres	Périmètre	Eléments de BFR
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	37 510	35 435	(2 075)	(2)		319	(2 392)
Personnel et organismes sociaux	672	889	217	(10)			227
Créances fiscales	2 588	4 008	1 420	(12)			1 432
Autres créances et débiteurs divers	2 556	751	(1 805)	(0)	(41)	129	(1 893)
Charges constatées d'avance	4 314	4 455	141	(12)		136	17
Autres actifs non courants	17	32	15	(2)			17
Total actif	47 656	45 569	(2 087)	(38)	(41)	584	(2 592)
Dettes fournisseurs	15 683	10 227	(5 456)	(16)	(110)	47	(5 377)
Dettes fiscales et sociales	16 711	18 579	1 868	(71)	(14)	263	1 690
Participation des salariés	964	278	(686)				(686)
Autres dettes	2 373	966	(1 407)	(310)	8		(1 105)
Produits constatés d'avance	18 329	25 647	7 318	39		775	6 504
Autres dettes non courantes	806	820	14	(14)			28
Total passif	54 867	56 518	1 651	(372)	(116)	1 085	1 054
TOTAL BFR (hors impôts sur les sociétés)	(7 211)	(10 949)	(3 738)	333	75	(501)	(3 645)

5.11. Transactions avec les parties liées

Les parties liées du Groupe sont constituées des sociétés sur lesquelles le Groupe a une influence notable ou qui ne sont pas consolidées, des sociétés ayant un administrateur commun et/ou des dirigeants communs.

Afin de déterminer les transactions effectuées avec les parties liées, une revue des contrats est réalisée pour ceux existants avec ces parties liées et pour tous les contrats signés au cours de l'exercice.

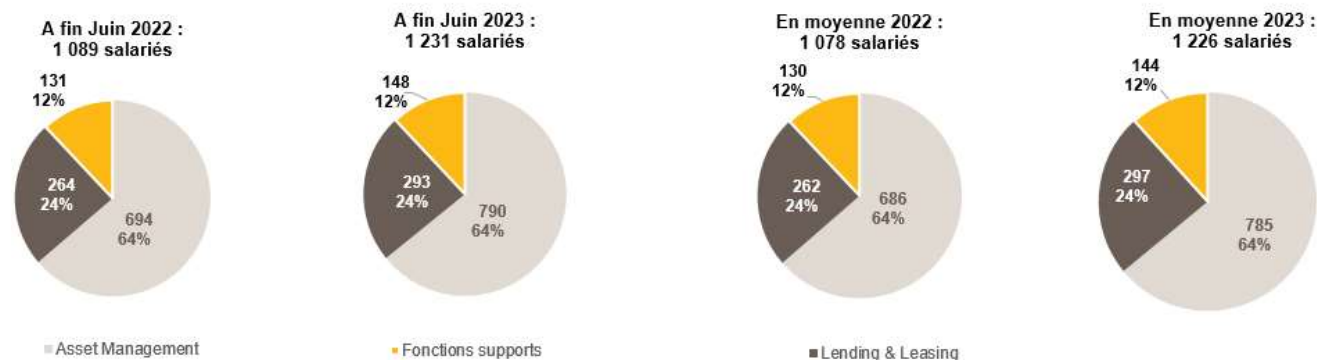
Linedata Services a signé fin décembre 2015 un contrat de prestations de services administratifs et financiers avec sa société mère, Amanaat.

La refacturation avec les parties liées est réalisée aux conditions de marché. Il n'y a aucune garantie reçue pour les créances avec les parties liées.

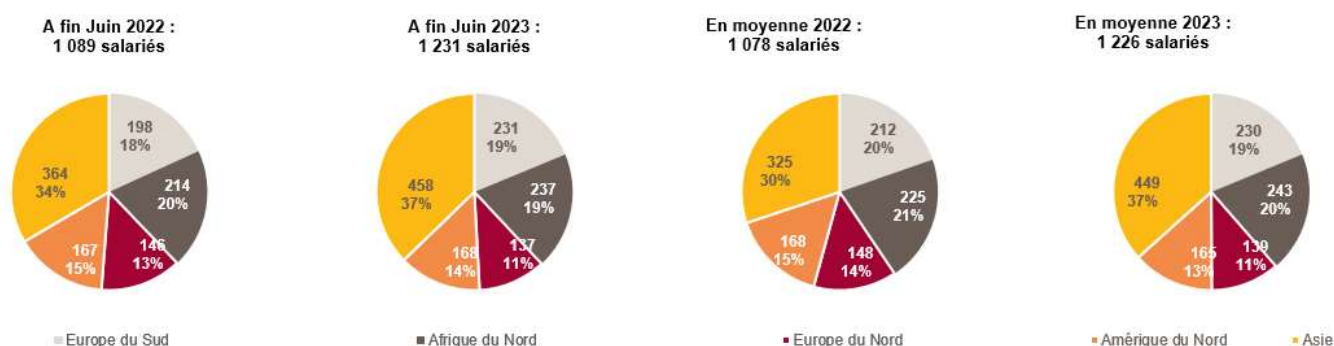
NOTE 6 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

6.1. Effectifs

6.1.1. Ventilation sectorielle des effectifs



6.1.2. Ventilation géographique des effectifs



6.2. Frais de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Salaires et traitements	(34 862)	(37 659)
Charges sociales	(7 369)	(6 936)
Participation des salariés	(390)	(228)
Charges au titre du plan d'attribution d'actions gratuites	(279)	(821)
Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite	(458)	(200)
Frais de développement portés à l'actif	3 516	2 457
Quote-part crédit d'impôt recherche en charge de personnel	181	241
Autres charges de personnel	(923)	(803)
CHARGES DE PERSONNEL	(40 584)	(43 949)

Le Conseil d'Administration de la société Linedata Services a décidé le 8 avril 2022 de procéder à une attribution gratuite d'actions ordinaires Linedata Services en faveur de salariés pour un maximum de 179 000 actions. La charge enregistrée en 2023 relative aux plans d'attributions d'actions gratuites s'établit à 791 K€ hors charges sociales. Se référer à la note 6.5.

6.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Conformément aux lois et pratiques de chaque pays, le Groupe offre certains avantages qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement d'indemnités de départ en retraite ou de sommes forfaitaires acquises en fonction de leur ancienneté professionnelle (régime des médailles du travail). Ces régimes, dits à prestations définies, concernent essentiellement la France.

Les régimes à prestations définies sont directement supportés par le Groupe, qui provisionne le coût des prestations à servir selon les modalités énoncées ci-dessous.

Le Groupe utilise la méthode des unités de droits projetés pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies : cette méthode stipule que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune des unités pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent différentes hypothèses actuarielles telles que la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel (« turnover »).

L'engagement ainsi calculé fait l'objet d'une actualisation au taux d'intérêts d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

L'évolution de ces estimations et hypothèses est susceptible d'entraîner un changement significatif du montant de l'engagement.

Le montant de la provision constituée au regard des engagements de retraite et assimilés correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de l'obligation actualisée au titre des prestations définies incluent d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, et, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

En France et en Tunisie, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Gravitas Technology Private Limited dispose d'un régime de retraite conformément au « Payment of Gratuity Act » de l'Inde de 1972.

Les engagements sont évalués en tenant compte de la décision de l'IFRS IC sans incidence significative pour le Groupe.

6.3.1. Hypothèses actuarielles en France

	31/12/2022	30/06/2023	Turnover	31/12/2022	30/06/2023
Taux d'actualisation des Indemnités de fin de carrière	3,78%	3,65%	Avant 25 ans	Entre 18% et 25%	Entre 18% et 25%
Taux d'actualisation des Médailles du travail	3,65%	3,65%	De 25 à 29 ans	Entre 13% et 17%	Entre 13% et 17%
Taux d'augmentation future des salaires	3,00%	3,00%	De 30 à 34 ans	Entre 9% et 12%	Entre 9% et 12%
Table de mortalité	TG H/F 2005	TG H/F 2005	De 35 à 39 ans	Entre 6% et 8%	Entre 6% et 8%
Age de départ à la retraite :			De 40 à 44 ans	Entre 4% et 6%	Entre 4% et 6%
Cadres nés avant le 01/01/1950	64 ans	64 ans	De 45 à 49 ans	Entre 2% et 4%	Entre 2% et 4%
Cadres nés après le 01/01/1950	66 ans	66 ans	50 ans et plus	< 2%	< 2%
Non cadres nés avant le 01/01/1950	62 ans	62 ans			
Non cadres nés après le 01/01/1950	64 ans	64 ans			

Les engagements sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation correspondant au taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie (AA) et de même durée que celle des engagements. Le Groupe utilise les taux de l'indice iBoxx de « l'International Index Company » pour les « Corporate Bonds AA ».

Les taux retenus au 30 juin 2023 ont été révisés par rapport à la dernière clôture et sont de :

- ✓ 3,65 % par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 10+ pour les indemnités de fin de carrière,
- ✓ 3,65% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 7-10 pour les médailles du travail.

Les taux de charges sociales retenus pour l'évaluation des engagements au titre des indemnités de départ en retraite et des médailles du travail en France sont compris entre 50,11% et 53,38% en fonction des taux constatés par chacune des sociétés.

En application de la réforme des retraites en France qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2023, l'âge légal de départ en retraite sera reculé de 62 à 64 ans et la durée de cotisation permettant de bénéficier d'une retraite à taux plein sera relevée à 43 ans. Dans l'attente de la parution de tous les décrets d'application, le Groupe n'a pas pris en compte ces changements dans les comptes semestriels au 30 juin 2023. Les premières estimations réalisées et prenant en compte un recul de l'âge de départ de 2 ans n'aurait pas d'incidence significative sur l'évaluation des engagements.

6.3.2. Evolution des engagements

(en milliers d'euros)	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	31/12/2022	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	30/06/2023
Engagement à l'ouverture de l'exercice	6 739	494	376	7 609	4 994	640	294	5 928
Variation des écarts actuariels	(1 987)			(1 987)	(49)			(49)
Prestations servies aux salariés	(190)		(25)	(215)	(245)			(245)
Ecart de conversion		(23)		(23)		(7)		(7)
Charge de l'exercice	432	168	(57)	543	446	22	(40)	428
<i>Coût des services rendus</i>	<i>366</i>	<i>168</i>	<i>36</i>	<i>570</i>	<i>258</i>	<i>22</i>		<i>280</i>
<i>Coût financier</i>	<i>66</i>		-	<i>66</i>	<i>188</i>			<i>188</i>
<i>Ecarts actuariels de l'exercice</i>			<i>(93)</i>	<i>(93)</i>			<i>(40)</i>	<i>(40)</i>
ENGAGEMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	4 994	640	294	5 928	5 146	654	254	6 054

Les écarts actuariels reconnus incluent les écarts d'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

Conformément à IAS 34, l'évaluation des engagements au 30 juin 2023 consiste à retenir l'évaluation actuarielle effectuée à la clôture annuelle précédente, ajustée de toute variation significative des hypothèses actuarielles.

Le gain actuariel reconnu sur l'exercice 2023 de 49 K€ résulte d'un gain de 268 K€ d'écarts d'expérience et d'une perte de 219 K€ d'écarts d'hypothèses principalement liée à l'évolution des taux d'actualisation en France, les autres hypothèses n'ont pas été modifiées.

6.4. Rémunération des dirigeants (autres parties liées)

Les principaux dirigeants du groupe sont constitués du Président Directeur Général, des membres du Conseil d'Administration et des membres du Comité exécutif.

L'assemblée générale mixte du 17 avril 2017 a fixé à 200 K€ le montant maximum des jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil d'Administration.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondraient aux indemnités conventionnelles de départ en retraite. Il n'existe aucun autre engagement pris en faveur des dirigeants en matière d'avantages postérieurs à l'emploi ou autres avantages à long terme.

Les montants présentés dans le tableau suivant correspondent aux montants versés sur la période :

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Avantages à court terme	1 936	2 425
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-
REMUNERATION DES DIRIGEANTS	1 936	2 425

6.5. Rémunération en actions

Le Conseil d'Administration de la société Linedata Services a décidé le 8 avril 2022 de procéder à une attribution gratuite d'actions ordinaires Linedata Services en faveur de 67 salariés pour un maximum de 179 000 actions.

Les principales hypothèses de calcul de la juste valeur des actions du plan n° 5 sont les suivantes : un taux de turn over de 8,9 %, un dividende de 1,4 € au titre de 2022 avec un taux d'actualisation de 9,2% soit un dividende de 1,3 € en 2023 et 1,1 € en 2024.

Les plans prévoient l'obligation pour tout ou partie des actions attribuables des critères de performance pour acquérir les actions. L'acquisition définitive des actions de performance par les bénéficiaires est subordonnée pour 70% au degré de réalisation de conditions de performances portant sur le chiffre d'affaires et la marge d'EBITDA déterminées à chaque clôture annuelle de 2022 à 2024, pour 10 % au degré de réalisation de conditions de performances portant sur la parité Hommes/Femmes et la diminution de l'intensité Carbone à la clôture annuelle 2024 et pour 20 % à l'évolution du cours de bourse de Linedata Services.

La charge enregistrée sur le premier semestre 2023 relative aux plans d'options d'achats d'actions et d'attributions d'actions gratuites s'établit à 791 K€ hors charges sociales. Cette rémunération, est comptabilisée comme une charge de personnel, par contrepartie des capitaux propres.

Référence de l'attribution	Plan 2022 (n°5)
Nature des actions	Actions Linedata Services
Date de l'Assemblée Générale	18/06/2021
Date du Conseil d'Administration ayant décidé de l'attribution gratuite d'actions	08/04/2022
Nombre total d'actions gratuites attribuées par décision du Conseil d'Administration	179 000
Nombre total d'actions gratuites pouvant être acquises, constaté à l'issue de la période de réalisation des conditions initiales dont :	179 000
- par des mandataires sociaux (fonction exercée lors de l'attribution)	-
- par les 10 premiers attributaires salariés (1)	64 000
Nombre total de bénéficiaires dont :	67
- nombre de mandataires sociaux	-
- nombre d'attributaires salariés du groupe	67
Date de fin de la période d'acquisition	30/04/2025
Date de fin de la période de conservation	30/04/2025
Date de fin de la période de conservation spécifique "Encadrement Supérieur"	30/04/2028
Nombre d'actions gratuites pouvant être acquises au 1 ^{er} janvier 2023	177 000
Nombre d'actions gratuites attribuées et pouvant être acquises en 2023	
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement acquises en 2023	-
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement annulées en 2023	4 000
Nombre d'actions gratuites pouvant être acquises restantes au 30 juin 2023	173 000

(1) il est tenu compte des salariés de toutes les sociétés du Groupe, et non seulement de ceux de la société mère.

NOTE 7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

7.1. Goodwills

Les goodwills sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit en Note 3.1.3.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Les variations des goodwills sont les suivantes :

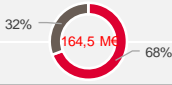
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
Au 31 Décembre 2022	179 106	(16 523)	162 583
Mouvements de périmètre	2 573		2 573
Ecart de conversion	(760)	58	(702)
Au 30 juin 2023	180 918	(16 465)	164 454

Le mouvement de périmètre correspond à l'acquisition d'Audaxys :

(en milliers d'euros)	Valeur
Actif net acquis	(839)
Coût d'acquisition des titres	1 734
Goodwill	2 573

Le groupe a procédé à une affectation provisoire des actifs et passifs identifiables au 30 juin 2023. Cette affectation sera finalisée d'ici la clôture au 31 décembre 2023.

Les goodwills par UGT se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Mouvements de périmètre	Ecart de conversion	30/06/2023
 32% 164,5 M€ 68%				
▪ Asset Management	112 628		(313)	112 315
▪ Lending & Leasing	49 955	2 573	(390)	52 139
GOODWILL - VALEUR NETTE	162 583	2 573	(703)	164 454

7.2. Immobilisations incorporelles

Immobilisations acquises séparément

Elles correspondent à des logiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée.

Immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Elles se composent de logiciels et de relations clients évalués à leur juste valeur dans le cadre d'une démarche d'affectation du prix d'acquisition d'entités faisant l'objet d'un regroupement d'entreprises. Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement linéaire sur cinq à huit ans suivant leur durée d'utilité estimée par rapport notamment à l'obsolescence technologique constatée sur des logiciels présentant les mêmes caractéristiques techniques et s'adressant aux mêmes types de marché et clientèle. Les relations clientèles font l'objet d'un amortissement linéaire sur huit ans, en fonction d'un taux estimé d'attrition des clients.

Immobilisations générées en interne

En application de la norme IAS 38 :

- ✓ les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées,
- ✓ les dépenses de développement des logiciels sont immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :
 - ✓ la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du logiciel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
 - ✓ l'intention d'achever le logiciel et de l'utiliser ou de le vendre,
 - ✓ la capacité à utiliser ou vendre le logiciel,
 - ✓ la façon dont le logiciel générera des avantages économiques futurs probables,
 - ✓ la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre le logiciel,
 - ✓ la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables au logiciel au cours de son développement.

Le respect de ces critères est déterminé produit par produit. Les dépenses de développement des logiciels qui ne peuvent pas être capitalisées sont immédiatement comptabilisées en charges.

Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur un à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée, qui est revue à chaque clôture. La durée d'utilité est estimée en fonction des projections d'avantages économiques futurs attendus des développements réalisés.

L'évolution des immobilisations incorporelles est analysée [JPM1]ci-dessous [JPM2]:

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Valeurs brutes au 31/12/2022	57 586	71 508	20 951	11	150 056
Mouvements de périmètre	-	-	651	-	651
Acquisitions	670	2 788	-	-	3 458
Cessions / Mise au rebut	(131)	-	-	-	(131)
Autres mouvements	-	(181)	1	-	(180)
Ecart de conversion	(14)	(267)	(139)	-	(420)
VALEURS BRUTES AU 30/06/2023	58 111	73 848	21 464	11	153 434

Les acquisitions sont essentiellement liées aux frais de développement relatifs aux projets AMP (Asset Management Platform). Linedata AMP (Linedata Asset Management Plateform) est une plateforme Cloud de gestion d'actifs inédite sur le marché qui offre aux gestionnaires d'actifs un accès instantané et en continu via le cloud aux solutions logicielles, data et services dont ils ont besoin pour accélérer la transformation de leur modèle opérationnel. La valeur nette comptable du projet AMP est de 23,2 M€ au 30 juin 2023.

Les frais de recherche et développement sont de 8,2 M€ avant constatation de la capitalisation (principalement constitués de charges de personnels R&D) sur le premier semestre 2023, représentant 9,4 % du chiffre d'affaires, en légère baisse par rapport au premier semestre 2022 où ils représentaient 11,1 % du chiffre d'affaires, soit 9,2 M€ (avant capitalisation). Les frais de recherche et développement capitalisés sur le premier semestre 2023 s'élèvent à 2,8 M€.

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2022	(57 070)	(40 850)	(20 780)	(11)	(118 711)
Dotations aux amortissements	(765)	(3 285)	(119)	-	(4 169)
Reprises d'amortissements	131	-	-	-	131
Ecart de conversion	31	(24)	136	-	143
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2023	(57 673)	(44 159)	(20 763)	(11)	(122 606)

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
VALEURS NETTES AU 31/12/2022	516	30 658	171	-	31 345
VALEURS NETTES AU 30/06/2023	438	29 689	701	-	30 828

7.3. Contrats de location

Conformément à la norme IFRS 16, les contrats de location sont enregistrés en immobilisations corporelles au titre d'un droit d'utilisation de l'actif loué. Ces contrats sont comptabilisés au commencement du contrat pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location en contrepartie d'un passif, correspondant aux passifs de loyers dûs au bailleur.

Ces droits d'utilisation concernent des contrats de locations simples et de crédits-baux de bureaux et de véhicules.

Ces droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat de location qui correspond à la période non résiliable de chaque contrat sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement prévues contractuellement. Le groupe tient compte de la durée d'amortissement des agencements inamovibles pour la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location.

Le Groupe applique les mesures simplificatrices prévues par la norme concernant l'exclusion des contrats de moins d'un an et des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les dettes de loyer initiales de chaque contrat de location correspondent aux taux marginaux d'endettement estimés par le management pour les biens loués. Ces taux sont différenciés (i) par pays et (ii) par durée de location résiduelle du contrat. (iii) Une différenciation par catégorie d'actifs est également effectuée

Les taux d'actualisation sont compris entre 1% et 8% et sont recalculés selon la maturité du contrat retraité et le risque pays pour chaque nouveau contrat.

La durée retenue dans la valorisation de ces engagements de loyers correspond à la période non résiliable complétée, le cas échéant, des périodes sujettes à des options de renouvellement, si et seulement si, l'exercice de ces options est « raisonnablement certain ». Les échéances les plus lointaines s'étendent au maximum jusqu'en novembre 2030. L'évolution des droits d'utilisation est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Bureaux	Flotte automobile	TOTAL
VALEURS BRUTES AU 31/12/2022	38 187	241	38 428
Mouvements de périmètre	291	-	291
Fin de contrats de location	(1 313)	-	(1 313)
Ecart de conversion	(273)		(273)
VALEURS BRUTES AU 30/06/2023	36 891	241	37 132
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2022	(14 863)	(142)	(15 005)
Mouvements de périmètre	(150)		(150)
Dotations aux amortissements	(2 048)	(28)	(2 076)
Fin de contrats de location	1 314	-	1 314
Ecart de conversion	131	-	131
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2023	(15 615)	(170)	(15 785)
VALEURS NETTES AU 30/06/2023	21 276	71	21 347

La fin des droits d'utilisation de contrats de location à hauteur de (1 313) K€ s'explique notamment par la fin du bail de Seattle début 2023. Le groupe a signé un contrat de service office qui ne contient pas de location au sens d'IFRS 16.

Les mouvements de périmètre correspondent aux locaux d'Audaxys.

7.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors charges financières, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité attendues des différentes catégories d'immobilisations :

- ✓ Constructions 5 à 20 ans
- ✓ Agencements 5 à 20 ans
- ✓ Matériel et outillage 2 à 5 ans
- ✓ Mobilier, matériel de bureau 2 à 5 ans

L'évolution des immobilisations corporelles est analysée ci-dessous [JPM3]:

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
VALEURS BRUTES AU 31/12/2022	3 312	15 227	37 947	56 486
Mouvements de périmètre	-	17	216	233
Acquisitions	-	965	410	1 375
Mise au rebut	(44)	(1 194)	(67)	(1 306)
Autres mouvements	673	(1 009)	-	(336)
Ecart de conversion	(22)	(5)	(190)	(217)
VALEURS BRUTES AU 30/06/2023	3 919	14 001	38 315	56 235

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2022	(1 468)	(10 239)	(35 357)	(47 064)
Mouvements de périmètre	-	(3)	(186)	(189)
Dotations aux amortissements	(111)	(505)	(687)	(1 304)
Reprises d'amortissements	43	1 194	68	1 305
Ecart de conversion	17	(23)	166	161
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2023	(1 519)	(9 576)	(35 997)	(47 091)

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobilier et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
VALEURS NETTES AU 31/12/2022	1 842	4 988	2 593	9 422
VALEURS NETTES AU 30/06/2023	2 398	4 425	2 321	9 145

Les investissements concernent du matériel informatique ainsi que les travaux dans les locaux en France et en Tunisie.

7.5. Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés

Le Groupe a procédé à une revue de ses actifs non amortis significatifs et à durée de vie illimitée pour voir si apparaissaient des indices de pertes de valeur conduisant à mettre en œuvre des tests de dépréciation. Dans ce cadre, aucun impact majeur de nature à caractériser un indice de perte de valeur n'a été relevé au 30 juin 2023.

Par ailleurs, aucun indice de perte de valeur n'est apparu au cours du semestre sur les actifs immobilisés amortissables.

NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

8.1. Autres provisions

Une provision est constatée lorsque :

- ✓ le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé,
- ✓ il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- ✓ le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables.

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges	Autres provisions	PROVISIONS
PROVISIONS AU 31/12/2022	434	-	434
Mouvements de périmètre	-	164	164
Dotations	-	77	77
Reprises utilisées	(146)	-	(146)
PROVISIONS AU 30/06/2023	288	241	529
Dont provisions non courantes	15	164	179
Dont provisions courantes	273	77	350

Les provisions pour litige couvrent essentiellement des litiges commerciaux.

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une analyse. Le cas échéant, ces litiges ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction du Groupe sur la base des faits et circonstances, conformément à la norme IAS 37. L'incertitude résiduelle inhérente à tout litige ne pourrait avoir une incidence significative sur le résultat.

8.2. Passifs éventuels

Par opposition à la définition ci-dessus d'une provision, un passif éventuel est :

- ✓ une obligation potentielle résultant d'un événement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un événement incertain qui n'est pas sous le contrôle du Groupe, ou
- ✓ une obligation actuelle résultant d'un événement passé pour lequel soit le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Le groupe n'a pas identifié de passifs éventuels significatifs.

NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

9.1. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers se composent principalement des éléments suivants :

- ✓ les dettes financières à long terme, les dettes de loyers, les crédits et dettes financières à court terme et les découverts bancaires qui composent l'endettement financier brut (cf. Note 9.1.1)
- ✓ les prêts et autres actifs financiers à long terme et la trésorerie et équivalents de trésorerie qui s'ajoutent à l'endettement financier brut pour donner l'endettement financier net (cf. Note 9.1.2)
- ✓ les instruments dérivés (cf. Note 9.1.3)
- ✓ les autres actifs et passifs financiers courants et non courants (cf. Note 9.1.4)

9.1.1. Endettement financier brut

L'endettement financier brut comprend les emprunts bancaires ainsi que les autres emprunts, les crédits à court terme et les découverts bancaires.

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti. Le montant des intérêts comptabilisés en charges financières est déterminé par application du taux d'intérêt effectif de l'emprunt à sa valeur comptable. La différence entre la charge calculée à partir du taux d'intérêt effectif et le coupon impacte la valeur de la dette.

Les dettes financières couvertes par des swaps de taux d'intérêt font généralement l'objet d'une comptabilité de couverture.

Les dettes liées aux contrats de location sont comptabilisées au commencement de chaque contrat pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers futurs au titre de la location.

L'évolution de l'endettement financier brut du Groupe au cours du semestre s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Var. Périmètre	Augmen- tation	Rembour- sement	Reclasse- ment	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2023
Emprunt syndiqué	73 412	-	-	-	(5 230)	-	-	68 182
Autres emprunts bancaires	20 937	1 109	5 000	-	(3 745)	(1)	-	23 300
Emprunts et dettes financières non courants	94 349	1 109	5 000	-	(8 975)	(1)	-	91 482
Dettes de loyers	17 279	99	-	-	(2 425)	-	(138)	14 816
Endettement financier non courant	111 628	1 208	5 000	-	(11 400)	(1)	(138)	106 298
Emprunt syndiqué	9 459	-	-	(3 477)	5 230	-	-	11 212
Autres emprunts bancaires	4 622	947	-	(2 967)	3 745	-	-	6 347
Intérêts courus	508	8	144	-	-	-	-	660
Autres dettes financières diverses	23	-	-	(0)	(27)	1	5	1
Emprunts et dettes financières courants	14 612	955	144	(6 444)	8 948	1	5	18 220
Dettes de loyers	3 942	54	-	(2 105)	2 425	-	(36)	4 281
Endettement financier courant	18 554	1 009	144	(8 549)	11 373	1	(31)	22 501
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	130 182	2 217	5 144	(8 549)	(27)	-	(168)	128 799

En 2023, la société Linedata Services a souscrit une ligne supplémentaire de financement :

- ✓ le 24 février 2023, un emprunt BPI de 5 M€.

La variation de périmètre correspond à l'emprunt détenu par la société Audaxys acquise au cours de la période.

Linedata Services a procédé aux remboursements suivants au cours du semestre :

- ✓ Au titre de l'emprunt syndiqué 2021 : 3,5 M€,
- ✓ Au titre des emprunts BPI : 2,1 M€,
- ✓ Au titre des dettes de loyer IFRS 16 : 2,1 M€ dont 0,5 M€ sur le crédit-bail immobilier.

Audaxys a procédé à un remboursement de l'emprunt Parvalorem pour un montant de 0,8 M€.

A fin juin 2023, le Groupe dispose donc des lignes de crédit suivantes :

(en milliers d'euros)	Date de mise en place	Date d'échéance	Montant notionnel à l'origine	Capital restant dû au 30/06/2023
Crédit Syndiqué - BNP	Juin 2021	Juillet 2027	56 000	46 500
Crédit Syndiqué - BNP - Avenant n°1	Décembre 2022	Juillet 2029	33 000	33 000
Crédit bilatéral - BNP	Juillet 2022	Juillet 2029	15 000	15 000
Crédit bilatéral - BPI	Septembre 2020	Septembre 2025	15 000	8 442
Crédit bilatéral - BPI	Juillet 2023	Octobre 2028	5 000	5 000
Crédit bilatéral - Parvalorem	2014	Décembre 2031	3 413	1 209
			127 413	109 151

[QH4]

Les conditions bancaires applicables sont les suivantes :

- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor (floor à zéro en cas d'Euribor négatif), pour les emprunts syndiqués libellés en euro, afférent à la période de tirage concernée, auquel s'ajoute une marge ajustée semestriellement en fonction du ratio de levier (dette nette consolidée sur EBITDA hors impact IFRS 16 à l'exception du retraitement du Crédit bail).
- ✓ le taux d'intérêt est fixe pour les emprunts bilatéraux BPI contractés en septembre 2020 et février 2023.
- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor auquel s'ajoute une marge pour l'emprunt bilatéral BNP contracté en juillet 2022.

Les covenants relatifs aux dettes financières sont détaillés en Note 9.4.1.

9.1.2. Endettement financier net

L'endettement financier net comprend les emprunts bancaires, les autres emprunts, les crédits à court terme et découverts bancaires diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le poste « *trésorerie et équivalents de trésorerie* » est constitué des disponibilités. L'ensemble des éléments inclus dans ce poste sont qualifiés d'équivalents de trésorerie car ils sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, tout en étant soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs financiers courants, comptabilisés à la juste valeur par le résultat, sont détenus dans l'optique de faire face aux besoins de trésorerie à court terme.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Emprunt syndiqué	82 871	79 394
Autres emprunts bancaires	25 559	29 647
Dettes de loyers IFRS 16	21 221	19 097
Intérêts courus	508	660
Autres dettes financières diverses	23	1
Endettement Financier Brut	130 182	128 799
Disponibilités	25 377	36 957
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 377	36 957
ENDETTEMENT FINANCIER NET	104 805	91 842

9.1.3. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture pour se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêts, certains emprunts à moyen terme étant contractés à taux variable.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont considérés en majorité comme des instruments de couverture de flux de trésorerie. Les variations de la juste valeur de ces instruments de couverture sont enregistrées en « *Autres éléments du résultat global* » en capitaux propres pour la partie efficace de la relation de couverture et au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* » pour la partie inefficace ou lorsque le flux couvert apparaît lui-même en résultat.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est enregistré au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* ».

Les instruments financiers dérivés sont inscrits en actifs ou passifs financiers en fonction de leur valeur de marché (cf. Note 9.3.1).

9.1.4. Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers non courants regroupent essentiellement les dépôts de garantie et les actifs disponibles à la vente. Les dépôts de garantie sont évalués au coût amorti. Les titres de participation non consolidés sont enregistrés initialement à la juste valeur.

Les autres actifs et passifs financiers courants comprennent les créances et les dettes commerciales. Les créances et les dettes commerciales sont initialement enregistrées à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeur éventuelles. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Dépôts et cautionnements	1 446	982
Autres actifs financiers non courants	1 097	1 246
Valeur brute	2 543	2 228
Provision pour dépréciation	-	-
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	2 543	2 228

Les autres actifs financiers non courants comprennent 1 222 K€ de valorisation des contrats de couverture (note 9.3.1).

9.2. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent d'une part des produits et charges d'intérêts liés au coût de l'endettement financier net et, d'autre part, des autres produits et charges financiers.

9.2.1. Coût de l'endettement financier net

Les charges d'intérêts correspondent au montant des intérêts comptabilisés au titre des dettes financières, et les produits d'intérêts au montant des intérêts reçus sur les placements de trésorerie.

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	5	75
Charges d'intérêts	(447)	(1 866)
Charges d'intérêts IFRS 16	(274)	(207)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(716)	(1 998)

Le coût de l'endettement financier net (incluant la charge d'intérêts IFRS 16) s'élève à 2 M€ contre 0,7 M€ sur le premier semestre 2022, cette augmentation s'explique principalement par une augmentation des taux d'intérêts.

L'encours moyen des emprunts ressort à 118,2 M€ au premier semestre 2023, contre 77,8 M€ au premier semestre 2022.

Le coût moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est en hausse à un niveau de 3,2 % au premier semestre 2023, contre 1,1 % au premier semestre 2022. Il était de 1,7 % sur l'exercice 2022.

Les charges d'intérêts IFRS 16 correspondent à l'effet de l'actualisation de la dette de loyer, en application de la norme.

9.2.2. Autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Gains de change	2 911	498
Variation de la valeur des instruments financiers dérivés	-	38
Autres produits	8	28
Autres produits financiers	2 919	564
Perte de change	(403)	(103)
Autres charges	(31)	(16)
Autres charges financières	(434)	(119)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	2 485	445

Les gains et pertes de change portent essentiellement sur les comptes courants libellés en devises étrangères, essentiellement en dollar US.

9.3. Politique de gestion des risques financiers

9.3.1. Risques de marché

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt est géré par la direction financière du Groupe en liaison avec les principaux établissements bancaires partenaires.

Couverture des emprunts

Des contrats de couverture ont été mis en place afin de répondre aux obligations des crédits syndiqués contractés en juin 2021 et décembre 2022 ainsi qu'au contrat BNP contracté en juillet 2022.

Le taux d'intérêt applicable à ces emprunts est l'Euribor ; l'objectif est donc de se prémunir contre les risques de hausse de ce taux.

Au 30 juin 2023, les contrats de couvertures sont :

- un contrat de type d'achat de CAP à 1,9 % avec la BRED sur l'Euribor 3 mois avec une prime trimestrielle de 0,067 % avec une échéance au 31 janvier 2026,
- un contrat de type d'achat de CAP à 3,5% et vente de floor à 2 % avec la BRED sur l'Euribor 3 mois avec une prime trimestrielle de 0,245 % avec une échéance au 30 janvier 2026,
- un contrat de type d'achat de CAP à 3,5% et vente de floor à 2 % avec la BNP sur l'Euribor 3 mois avec une prime up front de 57 K€ avec une échéance au 31 juillet 2029.

Le montant cumulé couvert est de 63,3 M€ au 30 juin 2023 sur un nominal de 94,5 M€ soit une couverture de 66,9%.

Au 30 juin 2023, la valorisation de ces contrats de couverture est positive de 1 222 K€ versus un montant de 1 085 K€ au 31 décembre 2022. Ce contrat répond au critère d'efficacité au sens d'IFRS 9, ainsi l'impact a été comptabilisé en OCI conformément à IFRS 9.

9.4. Engagements hors bilan liés au financement du Groupe

9.4.1. Covenants

Dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé en juin 2021, Linedata Services s'engage au titre des covenants au 30 juin 2023 à ce que le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé (hors crédit-bail inclus dans IFRS 16), soit inférieur à 2,50.

Compte tenu des impacts de l'application d'IFRS 16 sur le ratio de levier, Linedata a négocié des avenants aux contrats d'emprunts auprès du pool bancaire afin que le ratio de levier soit établi sur la base des comptes consolidés, à l'exclusion de l'application de cette norme (hors crédit-bail).

Au 30 juin 2023, le ratio de levier (hors impact IFRS 16 mais incluant le Crédit-bail) s'élève à 1,736. Ce ratio est respecté.

9.4.2. Nantissements

Linedata Services ne consent aucun nantissement au 30 juin 2023.

9.4.3. Autres engagements

Dans le cadre du crédit syndiqué, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 60 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature des emprunts, pendant toute la durée des contrats, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.

NOTE 10 IMPOTS SUR LES RESULTATS

10.1. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat.

10.1.1. Détail des impôts sur les résultats

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2023
Impôts courants	(4 004)	(3 374)
Impôts différés	(87)	(335)
IMPOTS SUR LES RESULTATS	(4 091)	(3 709)

Le montant des déficits non activés au 30 juin 2023 est de 664 K€, soit 47 K€ d'impôts différés actifs non reconnus (sur base d'un taux de 19% au Royaume-Uni, de 17 % sur Hong Kong).

10.1.2. Analyse de la charge d'impôts

(en milliers d'euros)	30/06/2022		30/06/2023	
Résultat avant impôt	16 439		12 190	
Imposition théorique	(4 110)	25,00%	(3 048)	25,00%
Incidence des :				
Autres différences permanentes	51	(0,3%)	(496)	4,1%
Effet des pertes de l'exercice non activées	3	(0,0%)	(1)	0,0%
Effet des crédits d'impôts	100	(0,6%)	215	(1,8%)
Régularisations sur exercices antérieurs	(269)	1,6%	(383)	3,1%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(117)	0,8%	(71)	(1,2%)
Différentiel de taux - France / Etranger	66	(0,4%)	144	(1,2%)
Quote-part de frais et charges sur dividendes		-	(50)	0,4%
Opérations taxées à des taux différents - "IP Box"	270	(1,6%)	255	(2,1%)
Autres	(85)	0,5%	(274)	2,2%
CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT	(4 092)	24,89%	(3 709)	30,43%

Le taux d'impôt théorique de 25 % ne comprend pas la contribution additionnelle de 3 %. Le groupe constate une hausse du taux effectif d'impôt qui s'établit à 30,43%. Pour rappel, le Groupe a mis en place en 2020 le dispositif de l'« IP Box » sur les revenus nets de licences d'actifs incorporels en France, qui bénéficient d'un taux d'impôt sur les sociétés réduit à 10%.

La charge d'impôts est décomposée par principale zone géographique dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	30/06/2022		30/06/2023	
Europe du Sud	(2 487)	28,2%	(1 581)	38,8%
Europe du Nord	(625)	16,6%	(943)	29,6%
Amérique du Nord	(916)	25,5%	(1 109)	23,7%
Asie	(63)	24,3%	(76)	29,5%
CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT	(4 091)	24,89%	(3 709)	30,43%

10.2. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés.

Les impôts différés sont évalués par entité ou groupe fiscal en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt concerné sera réalisé ou le passif d'impôt réglé.

Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporelles et aux pertes fiscales reportables ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futurs se réaliseront.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont enregistrés en capitaux propres et non en compte de résultat.

Les impôts différés par catégorie de différences temporelles se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
Engagements de retraite	1 289	1 328
Déficits fiscaux activés	1 473	1 446
Goodwills et Actifs incorporels	(18 596)	(18 564)
Autres différences temporelles	4 902	4 862
IMPOTS DIFFERES NETS	(10 932)	(10 928)
Dont :		
<i>Impôts différés actifs à moins d'un an</i>	2 508	2 452
<i>Impôts différés actifs à plus d'un an</i>	430	920
<i>Impôts différés passifs à moins d'un an</i>	(869)	(882)
<i>Impôts différés passifs à plus d'un an</i>	(13 001)	(13 418)

L'évolution des impôts différés nets sur l'exercice est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2022	30/06/2023
En début de période	(10 998)	(10 932)
Impôts imputés au compte de résultat	1 554	(335)
Impôts imputés les autres éléments du résultat global	(755)	148
Ecarts de conversion	(734)	191
EN FIN DE PERIODE	(10 932)	(10 928)

NOTE 11 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

11.1. Capitaux propres

Le capital social de Linedata Services s'élève au 30 juin 2023 à 4 960 807 €, composé de 4 960 807 actions, d'une valeur nominale de 1 €.

11.1.1. Actions propres

Toutes les actions Linedata Services détenues par la société mère sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Les gains ou pertes résultant de la cession d'actions propres sont ajoutés ou déduits nets d'impôts des réserves consolidées.

Au 30 juin 2023, Linedata Services ne détenait plus d'actions propres en voie d'annulation.

Linedata Services détenait au 30 juin 2023, 1 853 actions acquises dans le cadre du contrat assurant la liquidité de son action avec un prestataire de service d'investissement.

Toutes les opérations concernant les actions auto-détenues sont imputées directement en capitaux propres. L'impact du premier semestre est de :

- ✓ 93 K€ de régularisation de frais au titre de l'OPRA réalisée fin 2022.

11.1.2. Dividendes

L'Assemblée Générale de Linedata Services réunie le 8 juin 2023 a décidé de distribuer un dividende ordinaire dont le montant s'élève à 8 681 K€ au titre de l'exercice 2022, soit 1,75 € par action. Ce dividende, hors détentions d'actions propres, a été mis en paiement le 7 juillet 2023, pour le montant de 8 678 K€. Le dividende théorique au titre de l'exercice précédent s'élevait à 10 207 K€, soit 1,60 € par action.

11.2. Résultat par action

Les résultats par action présentés avec le compte de résultat sont calculés à partir du résultat net – part du Groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- ✓ le résultat de base par action est déterminé à partir du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, calculé en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions, diminué des actions propres.
- ✓ le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de l'effet dilutif des plans d'options de souscription d'actions ouverts à la clôture de l'exercice, diminué des actions propres. Ne sont prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action que les actions ordinaires potentielles dilutives, à l'exclusion de celles qui ont un effet relatif. Sont considérées comme relatives les actions ordinaires potentielles résultant d'options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action.

	30/06/2022	30/06/2023
Résultat net - part du Groupe (<i>en milliers d'euros</i>)	12 348	8 481
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	6 246 396	4 960 807
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (<i>en euros</i>)	1,98	1,71

	30/06/2022	30/06/2023
Résultat net - part du Groupe (<i>en milliers d'euros</i>)	12 348	8 481
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	6 246 396	4 960 807
Nombre moyen pondéré de titres retenus au titre des éléments dilutifs	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat net dilué par action	6 246 396	4 960 807
RESULTAT DILUE PAR ACTION (<i>en euros</i>)	1,98	1,71

NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

NOTE 13 TAUX DE CONVERSION DES MONNAIES ETRANGERES

	Taux moyen de la période			Taux de fin de période		
	Exercice 2022	Exercice 2023	Variation	déc-22	juin-23	Variation
Dinar Tunisien	3,2387	3,3394	3,0%	3,3337	3,3687	1,0%
Dirham Marocain	10,6757	11,0212	3,1%	11,1915	10,8174	(3,5%)
Dollar américain	1,0539	1,0811	2,5%	1,0666	1,0866	1,8%
Dollar canadien	1,3703	1,4569	5,9%	1,4440	1,4415	(0,2%)
Dollar de Hong-Kong	8,2512	8,4747	2,6%	8,3163	3,3687	(146,9%)
Livre Sterling	0,8526	0,8766	2,7%	0,8869	0,8583	(3,3%)
Roupie indienne	82,7145	88,8775	6,9%	88,1710	82,0969	(7,4%)
Dollar Singapour	1,4520	1,4443	(0,5%)	1,4300	1,4732	2,9%
Mexican Peso	21,2046	19,6550	(7,9%)	20,8560	18,5614	(12,4%)

Sources : Oanda pour les taux des Dinars Tunisien et Marocain, et Banque de France pour les autres taux de change.



Linedata

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU GROUPE A FIN JUIN 2023



Siège social : Linedata Services - 27, rue d'Orléans – 92200 Neuilly-sur-Seine - France
Tél. +33 (0)1 73 43 70 10 - www.linedata.com
Société Anonyme au capital de 4 960 807 € - RCS Nanterre 414 945 089 - Siret 414 945 089 00103
APE 5829C - N° TVA CEE : FR 38 414 945 089

Le Groupe Linedata a réalisé sur le premier semestre 2023 un chiffre d'affaires de 87,5 M€, en hausse de 5,5% par rapport au 1^{er} semestre 2022. A périmètre et change comparables, la croissance organique s'établit à 3,9%.

La part récurrente du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2023 représente 78% du total pour un montant de 68,0 M€ en hausse de 2,5 M€ par rapport à la même période de 2022.

La prise de commandes (hors Audaxys) depuis le début de l'année progresse de 3,4% pour s'établir à 34,3 M€.

L'EBITDA s'établit ainsi à 21,2 M€ en baisse de 6.6% (soit une marge d'EBITDA de 24,2% contre 27,4% au premier semestre 2022). Le résultat opérationnel s'élève à 13,7 M€, soit une marge opérationnelle de 15,7% (17,7% au premier semestre 2022).

Le résultat financier s'élève à -1,6 M€ contre +1,8 M€ l'an passé, dû principalement à une augmentation des charges d'intérêts d'emprunts et à une baisse des gains de change.

L'impôt sur les bénéfices à 3,7 M€ ressort en baisse de 0,4 M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

En conséquence, le résultat net du 1^{er} semestre 2023 s'établit à 8,5 M€, soit une marge nette de 9,7% en baisse par rapport à celle du 1^{er} semestre 2022.

Conformément à l'organisation opérationnelle du Groupe par segment, les éléments financiers sont communiqués sur la base d'une information sectorielle par segment d'activité. Le segment Asset Management regroupe toutes les offres destinées à la gestion des fonds traditionnels et alternatifs du front au back office et le segment Lending & Leasing est constitué de l'ensemble des activités Crédits et Financements. En 2022, dans le cadre de sa stratégie de développement de l'Assurance et Epargne Retraite, le Groupe a adapté son organisation opérationnelle en réaffectant le secteur « Autres » au segment d'activité Asset Management.

Il est rappelé que l'EBITDA, indicateur clé du Groupe, se définit comme le résultat opérationnel hors dotations nettes aux amortissements et aux provisions courantes et non courantes.

ACTIVITE DU GROUPE DURANT LE SEMESTRE ET FAITS MARQUANTS

Environnement

Linedata Services est un éditeur de solutions et prestataires de services spécialisé dans deux grandes activités de l'industrie des services financiers : la gestion de tout type d'investissement "Asset Management" (comprenant la gestion d'actifs, l'administration des fonds) et les Crédits & Financements.

ASSET MANAGEMENT

Le premier semestre 2023 a vu les offres de Linedata en termes d'Intelligence Artificielle (notamment autour de l'IA Générative et des Large Language Models) se développer tout d'abord sous la forme de prototypes développés pour le compte de clients, puis sous la forme d'offres matures permettant aux gestionnaires d'actifs et administrateurs de fonds de répondre aux défis auxquels ils font face d'une manière disruptive et à l'échelle.

Gestion d'actifs

Le secteur de la gestion d'actifs est en pleine mutation : transformation digitale, défis réglementaires, augmentation des taux et volatilité des actifs, pressions sur les coûts et besoins évolutifs de la clientèle internationale. L'agilité des gestionnaires d'actifs conjuguée à la réactivité des sociétés de gestion d'actifs et de leurs prestataires de services dans un environnement réglementaire contraignant a contribué à renforcer la place de Linedata sur le marché de la gestion d'actifs en 2023. En faisant de l'innovation technologique son allié, Linedata fournit ainsi à ses clients des services à forte valeur ajoutée.

Linedata a accompagné ses clients pour répondre à leurs défis tout au long du premier semestre 2023, avec notamment :

- L'élargissement de la plateforme AMP à de nouveaux piliers de son offre, comme la finalisation des chantiers autour des contrôles NAV et le début du portage de ces nouvelles technologies à notre applicatif dédié à la compliance ;
- L'adoption croissante des versions « AMP enabled » de ses applicatifs par ses clients historiques, afin de bénéficier des dernières évolutions, notamment en termes de performance, et de déployer de nouveaux modules, tels que Linedata Accumen, en phase d'adoption par des clients clés qui voient dans ce module de gestion de portefeuille de nouvelle génération un allié dans la transformation de leurs pratiques internes ;

- La continuité du déploiement de la solution Linedata Analytics sur sa base installée, qui intègre des modèles de machine learning avancés, permettant à nos clients de prévenir les pertes liées aux risques opérationnels et ainsi de prendre des décisions adaptées en temps réel ; en complément, plusieurs prototypes autour de l'IA générative sont développés avec nos clients;
- L'élargissement de « Linedata Data Management (DMS) », en intégrant de nouveaux partenariats, et en étendant la couverture produit notamment à travers la migration de clients utilisant d'autres services ou fournisseurs par le passé.

Administrateurs de fonds

Dans un environnement compétitif croissant, les gestionnaires d'actifs ont accentué leurs investissements en faveur de la digitalisation afin de limiter leur prise de risque et d'augmenter leur productivité. En effet, la portée de la crise sanitaire conjuguée à des marchés incertains ont poussé les administrateurs de fonds à repenser leur modèle de fonctionnement en s'appuyant davantage sur les nouvelles technologies et en se recentrant sur le cœur de métier soulevant ainsi la question d'externaliser éventuellement certaines opérations. Le cheminement de la digitalisation permet ainsi au gestionnaire de fonds d'être efficace dans ses investissements quotidiens. Dans un contexte compétitif, il est conforté dans ses prises de risques tout en s'appuyant sur une technologie moderne et optimisée. Les applications numériques, les tableaux de bord et la relation clientèle constituent les moteurs de la satisfaction, de la fidélisation et de la croissance des clients, tout en recherchant davantage de productivité.

Les solutions de Linedata accompagnent nos clients dans leur volonté d'améliorer leur modèle économique et de renforcer la rentabilité de leurs activités grâce notamment :

- Aux capacités d'automatisation complètes qui permettent ainsi aux administrateurs de fonds de se concentrer sur leurs tâches à plus forte valeur ajoutée ;
- La fourniture d'un portail web Linedata Mshare : outil de navigation permettant aux investisseurs d'accéder à la visualisation en temps réel de leurs avoirs et de leur activité grâce à des tableaux de bord graphiques, qui facilitent l'auto-administration des investisseurs comme la saisie des ordres et la mise à jour des profils ;
- Le début de la transformation de l'applicatif de comptabilité de fonds MFact dont la transition vers des technologies web et une architecture modulaire à base de micro-services a débuté en 2023 ;
- Le déploiement et l'enrichissement de Linedata Optima : outil avancé de gestion qui aide les administrateurs à rationaliser et à automatiser leurs opérations d'administration de fonds. Linedata Optima leur permet ainsi de gérer les coûts, de limiter les risques et ainsi de gérer plus efficacement les fonds. S'appuyant sur des tableaux de bord intuitifs et interactifs, Optima permet à nos clients de gérer et de suivre tous les aspects de leurs opérations de manière numérique. Le nouveau module « Rules Engine » d'Optima a été développé en collaboration avec un grand client nord-américain et va désormais être adapté à d'autres produits Linedata et tiers ;
- Les versions de Linedata Icon et Linedata MShare ont été optimisées pour les navigateurs et le déploiement cloud dans le cadre d'une transformation technologique globale de l'entreprise.

CREDITS & FINANCEMENTS

Le déploiement de Linedata Ekip³⁶⁰ et la bascule vers le Cloud des clients notre offre Linedata Capital Stream se sont poursuivis activement sur le 1^{er} semestre 2023 avec plus de 15 mises en production effectives.

L'ensemble des solutions de la Business Line sont maintenant pleinement disponibles pour un déploiement Cloud pour les clients qui le souhaitent. Ceci nous permet d'accompagner la tendance actuelle des grands acteurs du marché vers l'externalisation. Afin d'ajouter à la valeur ajoutée existante de cette offre, nous proposons une approche flexible permettant la mise en œuvre de solutions hybrides alliant le déploiement sur le Cloud et l'exploitation technique de la solution directement par les équipes Linedata.

Afin d'accompagner les enjeux métiers de nos clients, les principaux programmes stratégiques de R&D ont été accélérés avec la mise à disposition de notre module de gestions des prêts syndiqués et l'enrichissement de notre module de recouvrement déjà disponible dans Linedata Ekip³⁶⁰. En parallèle, une première version de Linedata Capital Stream profitant de nos toutes dernières technologies visant à améliorer l'expérience utilisateur est en cours de construction et sera disponible dans une première version sur le dernier trimestre 2023.

Sur l'axe innovation, nous consolidons actuellement au sein de nos produits les fonctionnalités déjà disponibles permettant d'assister les utilisateurs dans les actions de recouvrement et de détection des fraudes au travers d'algorithmes optimisés d'intelligence artificielle. Nous avons également lancé un ensemble d'initiatives autour de l'usage de l'IA Générative (ChatGPT, ...) dans nos produits.

Réalisations du semestre

Asset Management

Le segment Asset Management a continué de croître au 2^{ème} trimestre (+3,9%) porté par la dynamique des Services. L'activité commerciale est en progression avec une hausse de 12,9% du booking semestriel à 23,9 M€ comparé au premier semestre 2022.

Le chiffre d'affaires du pôle Software ressort au 1^{er} semestre 2023 à 43,3 M€ en légère diminution de 0,5 M€ (soit 1,1% à taux de change et périmètre constants), en raison essentiellement d'une baisse d'activité dans les applicatifs pour le Funds Services. A contrario, les solutions de Front Office sont bien orientées grâce notamment aux projets de migration sur la plateforme AMP.

Le pôle Services a poursuivi son essor avec une progression semestrielle de chiffre d'affaires de 28,0%, qui fait suite à une année 2022 record (+40,5% de croissance d'activité). Cette nouvelle performance illustre le bon positionnement du Groupe dans le co-sourcing qui répond parfaitement aux attentes du marché des gestionnaires d'actifs.

L'EBITDA à 13,6 M€ est en baisse par rapport au premier semestre 2022 (14,2 M€). Le résultat opérationnel ressort en baisse à 7,5 M€, soit une marge de 12,5% (contre 14,4% au premier semestre 2022).

Lending & Leasing

Le segment Lending & Leasing affiche une activité en croissance de 6,4%, qui bénéficie de la contribution de la nouvelle acquisition au Portugal, Audaxys. A données comparables, la hausse s'établit à 1,1%, avec un 2^{ème} trimestre 2023 en croissance organique plus soutenue de 3,1% portée par la bonne orientation des ventes de Linedata Capitalstream.

L'EBITDA est en baisse et s'établit à 7,6 M€, soit une marge de 27,1%, inférieure à 2022. Le résultat opérationnel s'établit, quant à lui à 6,3 M€ soit une marge de 22,5% (contre 24,7% au premier semestre 2022).

Evénements particuliers du semestre

Linedata a acquis au premier trimestre 2023, 100% des titres de la société Audaxys, éditeur de logiciel dans le domaine du Crédit et Financement basé au Portugal.

Avec cette acquisition, Linedata a réaffirmé sa volonté d'expansion en Europe du Sud, sur l'ensemble de la zone ibérique.

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE AU 30 JUIN 2023

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2023 sont établis selon les normes IFRS.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 sont :

- amendement à la norme IAS 1 relatif aux informations à fournir au titre des méthodes comptables.
- norme IFRS 17 relative aux contrats d'assurance.
- amendement à la norme IAS 8 relatif à la définition des estimations comptables.
- amendement à la norme IAS 12 relatif aux impôts différés rattachés à des actifs et des passifs issues d'une même transaction.

L'application de ces textes n'a pas d'incidence significative dans les comptes consolidés du Groupe.

Chiffre d'affaires

Linedata Services a réalisé au premier semestre 2023 un chiffre d'affaires de 87,5 M€, en hausse de 5,5% par rapport au premier semestre 2022.

Les activités récurrentes (maintenance, licences récurrentes et ASP) représentent 78% de l'activité globale semestrielle, soit 68,0 M€, en hausse de 2,5 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2022.

Sur ce premier semestre, le chiffre d'affaires consolidé par segment d'activité s'analyse ainsi :

	S1 2022	S1 2023	Variation	Variation à taux de change constants
ASSET MANAGEMENT	56,7	59,6	+5,1%	+5,2%
LENDING & LEASING	26,2	27,9	+6,4%	+1,1%
Chiffre d'affaires	82,9	87,5	+5,5%	+3,9%

Marges et Résultats

L'EBITDA est en baisse de 6,6% et s'élève à 21,2 M€, soit une marge de 24,2% contre 22,7 M€ au premier semestre 2022, soit une marge de 27,4 %.

Après déduction des dotations nettes aux amortissements et provisions, le résultat opérationnel du Groupe (EBIT) s'établit à 13,7 M€ pour le premier semestre 2023, soit une marge d'EBIT de 15,7% contre 17,7% au premier semestre 2022.

L'EBITDA et le résultat opérationnel par segment d'activité s'établissent comme suit :

(en milliers d'euros)	EBITDA 6 mois				EBIT 6 mois			
	2022	2023	% du CA 2022	% du CA 2023	2022	2023	% du CA 2022	% du CA 2023
Asset Management	14.2	13.6	25.0%	22.9%	8.2	7.5	14.4%	12.5%
Lending & Leasing	8.5	7.6	32.6%	27.1%	6.5	6.3	24.7%	22.5%
TOTAL	22.7	21.2	27.4%	24.2%	14.7	13.7	17.7%	15.7%

La baisse du taux d'EBITDA s'explique notamment par une inflation des salaires et une augmentation des charges externes (notamment des frais de déplacements).

Le résultat financier s'élève à -1,6 M€ contre +1,8 M€ l'an passé, dû principalement à une augmentation des charges d'intérêts d'emprunts et à une baisse des gains de change.

L'impôt sur les bénéfices à 3,7 M€ ressort en baisse de 0,4 M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

En conséquence, le résultat net du 1^{er} semestre 2023 s'établit à 8,5 M€, soit une marge nette de 9,7% en baisse par rapport à celle du 1^{er} semestre 2022.

Le bénéfice net par action est de 1,71 € (1,98 € au premier semestre 2022).

Financement et structure financière

La structure financière au 30 juin 2023 est la suivante :

- Capitaux propres : 99,2 M€ (99,0 M€ au 31 décembre 2022),
- Endettement net (hors instruments financiers dérivés) : 91,8 M€ dont 19,1 M€ liés aux dettes de loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 (104,8 M€ au 31 décembre 2022 dont 21,2 M€ liés aux dettes de loyers dans le champ d'application de la norme IFRS 16).

L'évolution des capitaux propres comprend essentiellement, outre le résultat de l'exercice, le versement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, un dividende d'un montant net total de 8,7 M€.

La variation de l'endettement net par rapport au 31 décembre 2022 s'explique par :

- la souscription d'une ligne supplémentaire de financement de 5 M€ auprès de la BPI,
- l'emprunt Parvalorem de 2,1 M€ détenu par la société Audaxys acquise au cours de la période,
- les remboursements au cours du semestre :
 - o de l'emprunt syndiqué à hauteur de 3,5 M€,
 - o des emprunts BPI à hauteur de 2,1 M€,
 - o de l'emprunt Parvalorem à hauteur de 0,8 M€,
- les amortissements des dettes de loyer IFRS 16 à hauteur de 2,1 M€ (dont 0,5 M€ sur le crédit-bail immobilier).
- la hausse de la Trésorerie à hauteur de 11,6 M€

Dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé en juin 2021, Linedata Services s'engage au titre des covenants au 30 juin 2023 à ce que le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé, soit inférieur à 2,50. Ces agrégats s'entendent hors impact IFRS 16 tout en intégrant la dette de crédit-bail dans la dette nette.

Dans le cadre du crédit syndiqué, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 60 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature des emprunts, pendant toute la durée des contrats, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.

INFORMATIONS CONCERNANT LINEDATA SERVICES S.A.

Le compte de résultat social de Linedata Services SA pour le semestre, dont les principaux agrégats sont indiqués ci-après, a été établi selon les normes comptables françaises.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2023 s'élève à 5,0 M€, en légère hausse par rapport au premier semestre 2022 (4,2 M€).

Le résultat d'exploitation constate une perte de -2,7 M€ (contre -0,9 M€ au premier semestre 2022).

Le résultat financier, comprenant en particulier des dividendes reçus de filiales pour 14,1 M€ et les intérêts d'emprunts pour 2,4 M€, est de 12,7 M€. Il s'élevait au premier semestre 2022 à 18,3 M€ et incluait notamment les dividendes reçus de filiales pour 17,9 M€, les intérêts d'emprunts pour 0,5 M€.

Le résultat net ressort à 10,7 M€ (contre 17,3 M€ au premier semestre 2022).

Il est rappelé que l'Assemblée Générale des actionnaires a décidé en date du 8 juin 2023 la distribution, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, d'un dividende d'un montant brut de 1,75 € par action, soit un montant total théorique de 8.681.412 €. Le dividende a été mis en paiement en numéraire le 7 juillet 2023, donc après clôture des comptes au 30 juin, pour un montant total de 8.678.442 € (au cours de l'exercice 2022, le dividende mis en paiement le 8 juillet 2022 était d'un montant brut de 1,60 € par action, soit un montant total de 9.859.306 €).

INFORMATIONS SUR LE CAPITAL ET L'ACTIONNARIAT

Capital social

Au 30 juin 2023, le capital social est de 4.960.807 € divisé en 4.960.807 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le nombre correspondant de droits de vote à cette date est de 8.937.385 (dont 8.935.532 droits de vote exerçables en Assemblée Générale).

Structure de l'actionariat et évolutions

La répartition du capital au 30 juin 2023 est la suivante :

	% du capital	% des droits de vote théoriques
M. Anvaraly Jiva	10,3%	11,4%
Amanaat	64,7%	71,8%
Sous-total Anvaraly Jiva / Concert	75,0%	83,2%
Managers, salariés et divers assimilés	5,2%	5,6%
Public	20%	11,2%
Auto-détention	0,0%	0,0%
TOTAL	100%	100%

Il est rappelé que le concert d'actionnaires est constitué entre la société Amanaat et Monsieur Jiva et ses enfants. La part du capital détenue par les salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe et du Fonds Commun de Placement d'Entreprise est de 1,74% du capital représentant 1,69% des droits de vote.

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de Commerce, et sur la base des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, les actionnaires suivants détiennent au 30 juin 2023 plus :

Seuils	Actionnaire
Des deux tiers du capital et des droits de vote	Concert d'actionnaires (Anvaraly Jiva et Amanaat)
Du tiers du capital et de la moitié des droits de vote	Amanaat SAS
Du dixième du capital et des droits de vote	Monsieur Anvaraly Jiva individuellement

Aucun autre actionnaire n'a informé la Société qu'il détenait une fraction du capital supérieure à l'un des autres seuils fixés par l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

Opérations sur titres

La Société Linedata Services S.A. n'a pas eu connaissance au premier semestre 2023 de déclarations d'opérations sur titres effectuées en application de l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier.

Actions auto-détenues

Au 30 juin 2023, la Société ne détient pas d'actions propres en voie d'annulation mais uniquement 1 853 actions acquises dans le cadre du contrat assurant la liquidité de son action avec un prestataire de service d'investissement.

Les rachats effectués au cours du semestre l'ont été au titre de l'objectif n°1 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement (Société de Bourse Gilbert Dupont), au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers. Au titre de cet objectif, il a été acquis 7 230 actions à un prix moyen de 46,80 € et vendu 8 137 actions à un prix moyen de 47,28 €.

Evolution du cours de l'action Linedata Services et des volumes échangés (de septembre 2021 à septembre 2023)



Sources : Euronext.com

Sur le premier semestre 2023, le cours le plus haut a été de 55,40 €, et le cours le plus bas de 43,50 €.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Evolution prévisible de l'activité sur la fin de l'exercice

Pour la fin de l'année, Linedata devrait poursuivre la croissance organique de son activité pour ses deux métiers avec une amélioration de sa rentabilité opérationnelle.

Principaux risques et incertitudes pour la fin de l'exercice

Le Groupe n'a pas identifié de risques complémentaires à ceux indiqués dans le document d'enregistrement universel 2022 (consultable sur le site internet de la Société www.linedata.com et sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers www.amf-france.org).

Le 12 septembre 2023

Le Conseil d'Administration